C★E★R★M★T★R★I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

3e ANNEE. — N° 76. HEBDOMADAIRE 0 fr. 50 VENDREDI 20 FEVRIER 1931

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

« Les événements d'Espagne ont moins d'importance qu'une grève économique dans n'importe quel autre pays. »

MANOUILSKY

(Correspondance Internationale 1930)

POUR LE TRIOMPHE DE LA DICTATURE PROLÉTARIENNE

La Révolution Espagnole

La monarchie espagnole chancelle comme chancelait le tzarisme avant février 1917.

Républicains bourgeois, socialistes et dirigeants de l'Union générale des travailleurs prennent la position menchévique : Faisons Février, ne faisons pas Octobre !

Selon eux, la monarchie semi-féodale doit faire place à la République démocratique bourgeoise, et, sous cette enveloppe, le régime capitaliste doit nécessairement durer pendant une longue période historique.

Mais la monarchie ne tombera pas sous les sommations des partis bourgeois et du parti socialiste. Seule l'action révolutionnaire des grandes masses ouvrières et paysannes en est capable. Aussi le prolétariat et son parti communiste doivent être au premier plan dans cette lutte; mais là ne se limite pas leur tâche.

La faiblesse du Parti peut permettre à la bourgeoisie d'exploiter à son profit le mouvement révolutionnaire des masses. Le danger existe que ce puissant mouvement avorte en fin de compte en une transformation de la forme d'état au moyen de laquelle la bourgeoisie dirige l'Espagne. Le danger existe que, par manque de direction politique clairvoyante, le mouvement des masses travailleuses aboutisse à une forme d'état plus moderne, que la bourgeoisie juge aujourd'hui plus apte pour la défense de ses intérêts.

Pour empêcher le danger de devenir une réalité, il faut que le P. C. surmonte son impuissance et son incapacité à comprendre la situation. Le P. C. doit courageusement se placer à l'avant-garde du mouvement ; il le fera non en répétant bêtement les anciennes formules mais en s'appuyant sur les revendications économiques et politiques qu'exigent réellement les masses et en liant ces mots d'ordre au but final, la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, M. Alvarez, républicain bourgeois vient de rompre avec la monarchie, les chefs socialistes sont dans le sillage républicain bourgeois, l'Union générale des travailleurs a proclamé la **grève générale.**

Les masses ouvrières engagent donc un mouvement qui, dans cette période d'agitation révolutionnaire, contribuera à désorganiser profondément l'appareil d'Etat déjà fortement ébranlé, mais qui seul ne suffira pas à renverser l'ordre existant. Seule l'insurrection armée le fera.

***

Aujourd'hui les communistes espagnols doivent accompagner le mot d'ordre transitoire : « A bas la monarchie ! Pour des Cortès constituantes révolutionnaires ! » de revendications sociales capables de soulever les masses populaires qui commencent à s'ébranler : confiscation des propriétés foncières privées en faveur de la paysannerie pauvre, séparation de l'Eglise et de l'Etat, confiscation des terres du clergé au profit des paysans ; droit de libre disposition allant jusqu'à la séparation des provinces où existent des tendances séparatistes, comme la Catalogne, etc...

Il faut aussi profiter du mouvement qui va se dérouler pour montrer la nécessité de créer de larges organisations de la population travailleuse capables d'assumer les tâches énormes posées par le développement de la Révolution : il faut lancer le mot d'ordre de la création de juntes d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Le parti communiste espagnol, les partis frères et l'Internationale doivent cesser de garder un demi-silence et alerter le prolétariat de tous les pays en faveur de la Révolution espagnole que la bourgeoisie mondiale menacera d'autant plus qu'elle s'engagera dans la voie de la victoire de la dictature du prolétariat.

Il est tout juste temps de corriger les fautes du parti espagnol, des partis communistes et de l'I. C. Il y a un an, Manouilsky, témoignant d'une myopie bureaucratique incurable déclarait que les événements d'Espagne, à la suite de la chute de Primo de Rivera avaient « moins d'importance qu'une grève économique dans n'importe quel autre pays ».

Aujourd'hui, méconnaissant toute l'expérience de la Révolution russe, la direction du parti déclare être « contre des grèves politiques et pour des grèves économique bien préparées ». (*Humanite* du 14 février).

Ainsi, le parti espagnol laisse la direction du mouvement politique quotidien aux républicains bourgeois et aux socialistes.

Ce n'est pas en couronnant cette défaillance politique quotidienne par l'appel au « gouvernement ouvrier et paysan », que l'on peut diriger la Révolution dans la voie de la dictature prolétarienne.

En proclamant l'urgence de corriger toute la ligne erronée suivie par le stalinisme, et de revenir aux enseignements de Lénine et de Trotsky, l'opposition travaille pour que chaque communiste comprenne et fasse son devoir.

***

Nos camarades de l'opposition de gauche, après la chute de Primo, ont entamé le travail de propagande et d'organisation parmi les masses travailleuses. La bourgeoisie ne s'y est pas trompé. Lacroix est en prison, d'autres en prévention de bagne ; notre camarade A. Nin, à la suite de son expulsion d'U. R. S. S., s'est mis à la tête de ce mouvement et, peu de temps après son retour, a été arrêté préventivement par la bourgeoisie espagnole. Tel fut l'accueil réservé à celui qui, selon les dires des bureaucrates staliniens si peu perspicaces, « est retourné à la bourgeoisie à laquelle il appartient ». Derrière toutes les attaques de l' *Humanité* contre les « trotskystes » se cache la peur des staliniens de voir nos mots d'ordre rencontrer un écho, notre influence grandir parmi les masses, tandis que leur incapacité, leur absence de ligne conséquente, les mots d'ordre faux les empêchent de prendre la direction des mouvements de masse.

Nos camarades d'Espagne luttent avec les meilleurs éléments ouvriers du P. C. espagnol pour éviter un échec grave au prolétariat et pour l'amener à la victoire. Avec eux, l'opposition de gauche est entièrement solidaire. Leur lutte trouvera l'écho nécessaire dans le prolétariat du monde entier malgré toutes les calomnies des centristes qui jusqu'à présent ne se sont pas montrés capables d'alerter le prolétariat de ce pays, de l'appeler à l'action pour la Révolution espagnole. Au moment où la grève générale va se déclancher, le Parti français n'a plus de temps à perdre pour dresser le prolétariat en faveur de la révolution espagnole.

(Suite page 2)

Nazis et social-démocrates en Allemagne

Après deux mois de vacances que le gouvernement Brüning a « accordées » au Reichstag, celui-ci a de nouveau pu se réunir. La dictature Brüning règne depuis longtemps au moyen des décrets-lois. Mais elle juge utile de laisser s'exprimer de temps à autre ces « représentants du peuple ». Cette fois, le Reichstag était appelé à prendre position envers la question du budget et celle du changement de l'ordre du jour au Reichstag. Dès le début, Brüning déclara que si ce Reichstag n'acceptait pas les exigences de son gouvernement, celui-ci réaliserait le programme gouvernemental au moyen du paragraphe 48, c'est-à-dire des décrets-lois.

Que firent les « représentants du peuple » ? L'attitude des députés des partis bourgeois fut claire. Le programme du gouvernement Brüning accentue le renforcement de la bourgeoisie allemande « appauvrie ». Dans ces conditions, il n'y a, pour ces « représentants du peuple », qu'un « oui » possible. L'attitude que prendrait la social-démocratie allemande restait peut-être encore douteuse pour quelques-uns.

Le parti socialiste a déjà fait connaître dans le « Vorvaerts » du 7 février son attitude envers le budget du gouvernement de dictature. On y dit :

« Ainsi, un gouvernement avec Trevira**nus** (écrivassier officiel de la dictature, note de la réd.) est toujours encore assez bon pour empêcher un gouvernement avec Hugenberg, et un plan de gestion décidé par le Reichstag est encore préférable à un plan de gestion décrété par le président du Reich. » C'est donc par l'éternel bavardage sur le « moindre mal » qu'on essaie ici de justifier la nouvelle trahison. Le parti socialiste a défendu ces mois derniers sa politique de trahison envers les salaires et les intérêts vitaux des masses laborieuses, en disant que le gouvernement Brüning s'efforcerait en même temps de faire baisser les prix. De cette manière, les pertes que subiraient les ouvriers, en salaires et en indemnités, seraient quasiment compensées. Mais dans son discours, Brüning n'a pas une seule fois mentionné la campagne pour la baisse des prix. Pour les chômeurs, dont le nombre est à présent monté à 4,9 millions, Brüning n'a proposé qu'un seul remède : la création d'une commission pour l'étude du problème du chômage.

De même, les députés social-démocrates pour qui, selon l'expression de leur chef Wels, « la démocratie est quelque chose de sacré » ont approuvé la proposition sur l'ordre du jour du Reichstag. Ce changement contient deux points particulièrement importants. A partir de maintenant, aucun député n'a le droit de présenter une motion pour la demande de crédits quelconque sans produire les moyens qu'aurait le budget pour les couvrir. Pratiquement, cela signifie que des motions tendant à accorder les moyens pour améliorer la situation des chômeurs peuvent être refusées, le gouvernement pouvant à tout moment apporter la preuve qu'il n'a pas les moyens de les couvrir.

(Suite page 2)

LA RÉPRESSION DOIT CESSER

Une nouvelle vague de répression déferle contre les bolcheviks léninistes russes. Cette effroyable répression ne se justifie que par la haine des éléments liquidateurs de l'appareil stalinien. Il faut qu'elle cesse. Dans le Parti, les oppositionnels doivent exiger des comptes, si on ne les leur fournit pas, dans les assemblées prolétariennes ils alerteront les ouvriers pour qu'ils se dressent contre ce danger pour la dictature du prolétariat.

L'U. R. S. S. et la lutte pour la paix

La Société des Nations a créé une commission d'études économiques pour l'Union européenne, à laquelle, sur l'instance pressante de l'Allemagne et d'autres pays, elle a invité l'URSS à se faire représenter.

Litvinov et Staline ont immédiatement accepté. Le gouvernement soviétique, présidé par Molotov, avait déjà accepté d'être représenté à la conférence du désarmement. Rien de plus naturel qu'il accepte maintenant de participer à la Commission d'études pour l'Union européenne.

Mais *comment* Litvinov justifie-t-il cette participation ? Par le désir de contribuer au maintien de la paix. Cependant il ne suffit pas de s'affirmer pour le maintien de la paix. Devant le prolétariat universel il faut donner des raisons qui soient pour lui un encouragement et un appui sur la voie révolutionnaire, et le lie plus étroitement aux luttes du prolétariat russe.

Répondant au secrétariat de la S.D.N., Litvinov écrit qu'en prenant la décision de participer au Comité « le *gouvernement soviétique s'inspire de son désir constant de contribuer au succès de toutes les initiatives, qui, avec cette contribution, peuvent être dirigées vers l'affermissement de la paix universelle et plus spécialement de la paix européenne* ». Ainsi, Litvinov se déclare pour la paix dans un sens tout à fait général ; il ajoute dans sa note que l'URSS « réserve son attitude définitive à l'égard de ses travaux ultérieurs jusqu'au moment où il aurait reçu les éclaircissements désirables... » Tout cela est confus, hésitant, vague ; tout cela ne peut servir qu'à brouiller aux yeux des prolétaires la claire conception des rapport entre l'URSS et les états capitalistes, ainsi que les problèmes actuels de la paix et de la guerre.

Dans sa plate-forme de 1927, l'opposition

P. N.

(Suite page 2)

Le sang coule en Indochine

Cinq révolutionnaires indochinois ont été suppliciés le 12 et le 13 février.

Le Gouvernement des pillards impérialistes, aux ordres des financiers qui pressurent l'Indochine, a caché jusqu'à l'instant suprême son quintuple crime aux masses.

Cinq de nos héroïques camarades sont frappés à mort. Le sang de ces héroïques victimes s'ajoute au sang répandu dans les villages et dans les rizières de Cochinchine par les bombes de l'aviation militaire et incendiés par les colonnes épuratrices, aux morts couchés par le feu de la milice dans les villages et dans les rizières de Cochinchine et du Tonkin, aux manifestants et aux militants torturés dans des postes de police de la Sûreté à Hanoï et à Saïgon.

Cependant, l'effervescence, la lutte révolutionnaire dresse toujours les paysans et les ouvriers d'Indochine contre l'impérialisme qui les réduit à la famine et à la mort.

A Saïgon même, la plus grande agglomération de l'Indochine, où les chiens de la Sûreté font régner une terreur policière qui égale les atrocités des polices balkaniques, les ouvriers ont tenté, le 8 février, de manifester à la sortie du stade et ont déployé des drapeaux rouges.

Nos camarades de combat ont engagé la lutte la plus vaillante contre l'ennemi commun, l'impérialisme. Le bras qui les frappe si cruellement puise ici sa force.

C'est ici qu'il nous faut organiser la résistance et l'action.

Que le parti, que les syndicats unitaires organisent la riposte, organisent la liaison du prolétariat français avec ses frères opprimés et décimés, *préparent enfin avec force une agitation et une action qu'il n'abandonne pas plus longtemps nos camarades à la « justice » de l'impérialisme.*

GAI-PHONG.

L. TROTSKY

« le début de cette étude a paru dans les numéros précédents ».

La révolution espagnole et les tâches communistes

Il est inutile de dire que les mots d'ordre démocratiques n'ont aucunement pour but le rapprochement du prolétariat avec la bourgeoisie républicaine. Au contraire, ils créent le terrain pour la lutte victorieuse contre la bourgeoisie de gauche, permettant de démasquer à chaque pas son caractère antidémocratique. Plus la lutte de l'avant-garde prolétarienne pour les mots d'ordre démocratiques sera hardie, décisive et impitoyable, et plus vite elle conquerra les masses et sapera les assises des bourgeois républicains et des socialistes-réformistes, et plus sûrement leurs meilleurs éléments se rangeront à nos côtés, et plus vite la république démocratique s'identifiera dans la conscience des masses avec la *république ouvrière*.

Pour qu'une formule théorique correctement conçue devienne un fait historique vivant, il faut la faire pénétrer dans la conscience des masses au moyen de leur expérience, de leurs besoins, de leurs nécessités. Pour cela il ne faut pas se disperser dans les détails, ne pas dissiper l'attention des masses, mais réduire le programme de la révolution à un nombre réduit de mots d'ordre clairs et simples et les remplacer suivant la dynamique de la lutte. C'est en cela que consiste la politique révolutionnaire.

5. Communisme, anarcho-syndicalisme, social-démocratie

Comme d'habitude, la diréction de l'I.C. a commencé par ne pas apercevoir les événements espagnols. Manouilsky, le « chef » des pays latins, a déclaré il n'y a pas longtemps que les événements espagnols n'étaient pas dignes d'attention. Et comment ! Ces gens ont déclaré, en 1928, la France à la veille d'un soulèvement prolétarien. Après avoir si longtemps amusé les funérailles avec leur musique de fiançailles, ils ne pouvaient pas ne pas accueillir les fiançailles avec une marche funèbre. Pour eux, agir autrement eût été se trahir Quand il fut néanmoins avéré que les événements d'Espagne, non prévus dans le calendrier de la « troisième période » continuaient à se développer, les chefs de l'I. C. se sont tout simplement tus : c'était certes plus prudent. Mais les événements de décembre ont rendu ce mutisme impossible. Et de nouveau, en plein accord avec la tradition, le chef des pays latins a fait un tour de 180° sur lui-même : nous parlons de l'article de la *Pravda* du 17 décembre.

La dictature de Bérenguer, comme la dictature de Primo de Rivera, est qualifiée dans cet article de « régime fasciste ». Mussolini, Matteoti, Primo de Rivera, Mac Donald, Tchan Kai Chek, Berenguer, Dan —tous ne sont que diverses espèces de fascisme. Puisque le qualificatif existe, à quoi bon réfléchir ? Il ne reste, pour l'ensemble, qu'à ajouter à toute cette série le régime « fasciste » du Négus d'Abyssinie. Du prolétariat espagnol, la *Pravda* écrit non seulement qu'il « s'assimile de plus en plus le programme et les mots d'ordre du parti communiste espagnol », mais encore qu'il a déjà « la conscience de son rôle d'hégémonie dans la révolution ». En même temps les télégrammes officiels de Paris parlent de Soviets paysans en Espagne. Il est notoire que sous la direction stalinienne, le système soviétique est assimilé et appliqué avant tout par les paysans (Chine !). Puisque le prolétariat a déjà « la conscience de son rôle d'hégémonie dans la révolution » et puisque les paysans ont commencé à organiser des Soviets, tout cela sous la direction officielle du Parti communiste, la victoire de la révolution espagnole doit être considérée comme assurée, — tout au moins jusqu'au moment où les « exécutants » de Madrid seront accusés par Staline et Manouilsky d'avoir mal appliqué la ligne générale, qui se révèle devant nous ,dans les colonnes de la *Pravda*, comme ignorance et légèreté générales. Corrompus par leur propre politique jusque dans la moelle des os, ces « chefs » ne sont plus capables d'apprendre quoi que ce soit.

En réalité, malgré la puissante étendue de la lutte, les facteurs subjectifs — parti, organisations de masse, mots d'ordre — sont considérablement en retard sur les tâches du mouvement, — et ce retard présente aujourd'hui le plus grave danger.

La vague déchaînée des grèves qui aboutissent au sacrifice et à la défaite, ou qui finissent sans résultat est une des étapes inévitable de la révolution, c'est la période d'éveil des masses, de leur mobilisation et de leur entrée dans la lutte. Ce n'est pas la crême des ouvriers qui participe au mouvement, mais toute la masse ouvrière. Entrent en grève non seulement les ouvriers des usines, mais aussi les artisans, les chauffeurs, les boulangers, les ouvriers du bâtiment, les ouvriers des travaux d'irrigation et, enfin, les ouvriers agricoles. Les vétérans détendent leurs membres, les recrues apprennent. Par ces grèves, la classe commence à se considérer comme telle.

Cependant, ce qui fait dans l'étape actuelle la force du mouvement — sa spontanéité — peut ultérieurement devenir sa faiblesse. Admettre que le mouvement puisse continuer à être abandonné à son propre sort, sans programme clair, sans direction, équivaudrait à admettre une perspective sans espoir. Il ne s'agit pas moins que de la conquête du pouvoir. Même les grèves les plus impétueuses ne résolvent pas cette tâche. Surtout si elles sont dispersées. Si le prolétariat ne s'aperçoit pas, en quelques mois, dans le processus de la lutte que ses tâches, ses méthodes sont devenues claires pour lui-même, et que ses rangs se resserrent et se raffermissent, alors la désagrégation commencera inévitablement dans son propre sein. De larges couches éveillées pour la première fois par le mouvement actuel retomberaient de nouveau dans la passivité. Au fur et à mesure que le sol commencerait à se dérober sous ses pieds, l'avant-garde com-

(Suite page 2)

APRÈS LA SESSION DU COMITÉ CENTRAL

Tâtonnements opportunistes

Le C. C. du Parti s'est réuni à la fin du mois de janvier ; le compte-rendu vient seulement de paraître. Quant aux résolutions adoptées, elles ne sont pas encore portées à la connaissance des membres du Parti, ce qui ne peut être justifié par des considérations techniques car ces résolutions doivent guider l'activité des membres du Parti et leur donner les moyens « d'améliorer rapidement les rapports du Parti avec les masses ». En réalité, ce retard permet à la direction de changer de position pendant quelque temps, de se créer des alibis en cas d'erreurs et de rejeter ses responsabilités sur la base qui n'aura pas su appliquer la politique présentée de façon si obscure par la direction.

***

Le C. C. a abordé, paraît-il, les questions « les plus sérieuses et les plus sensibles du moment ». En fait, à part la question des jeunesses, c'est surtout la question syndicale qui a été discutée. Parmi les questions que le C. C. a oubliées ou négligées, il y en a cependant quelques-unes « sérieuses et sensibles ». La crise en France a été traitée de façon tout à fait générale ; par suite les perspectives n'ont pas été ébauchées. Quelques rectifications ne suffisent pas pour rattraper bien des appréciations erronées. Enfin et surtout, les problèmes internationaux ont été laissés de côté ; cependant, c'est dans le monde entier que sévit la crise ; en Allemagne et en Espagne existe une situation grosse de conséquences. Le Parti va-t-il être informé afin de pouvoir alerter la classe ouvrière ? Quels sont les tâches précises du P. C. français au cas d'une guerre civile en Espagne ou en Allemagne ? Un an après les événements de Yen-Bai, au moment où l'impérialisme français accumule les massacres en Indochine, le C. C. n'adresse pas un appel au prolétariat de ce pays pour l'appeler à manifester sa solidarité. Le C. C. a laissé de côté ces problèmes ; la présence des délégués de l'I. C. et de l'I. S. R. n'a pas empêché une telle carence, ce qui montre à quel point l'I. C. manque à son rôle.

Le C. C. a été absorbé par l'examen de la situation de nos organisations, Parti, Jeunesse et C. G. T. U., gravement menacées. Le « tournant décisif » n'a pas changé grand chose à la situation du Parti, les jeunesses n'ont pas repris de vitalité, et la C. G. T. U. est en régression. Le Parti paie aujourd'hui lourdement des années d'erreur. Au moment où la crise s'aggrave en France et dans le monde entier, où avec un Parti communiste puissant, jouissant de la confiance des masses, la lutte pourrait prendre une ampleur considérable et aller jusqu'à mettre directement en cause le régime capitaliste, le C. C. et tout le Parti essaient, forcés par la situation lamentable de nos organisations de trouver empiriquement, une politique pour reprendre contact avec les masses. Les erreurs passées pèsent encore sur la politique du Parti.

***

Quels points de vue ont été émis au C. C. ? A quelles solutions s'est-il arrêté ? Quelles mesures a-t-il envisagées pour améliorer la situation ? A toutes ces questions ,notre lettre au Parti apportait ses réponses précises ; sont-elles celles qui ont été adoptées par le C. C. ?

Une bonne politique syndicale à l'heure présente, c'est en même temps une juste politique de front unique et une position juste sur l'unité syndicale.

Le C. C. reconnaît « des insuffisances dans la réalisation pratique du front unique » ; mais il se garde d'apporter la moindre précision. Où y a-t-il eu des insuffisances ? Comment se sont-elles manifestées ? Qui en est responsable ? Pourquoi ont-elles pu se produire ? Rien n'est indiqué qui puisse servir à l'éducation des membres du Parti. La direction soucieuse de conserver le peu de prestige qu'elle suppose posséder encore, veut cacher, sous prétexte d'insuffisances dans la réalisation pratique, les manifestations d'une compréhension fausse de la tactique du front unique ; ce fut le cas dans le Nord et à Limoges où les travailleurs ont été, de ce fait, abandonnés aux chefs réformistes qui les trahirent impunément. Le C. C. abandonne-t-il ouvertement les bavardages sur le front unique par en bas, par en haut ? A-t-il indiqué clairement que, pour réaliser le front unique, il faut s'adresser avec un programme de revendications bien étudiées aux ouvriers ainsi qu'aux organisations réformistes pour toucher les ouvriers qui les suivent ? Non.

Sur quel programme revendicatif « clair et concret » le C. C. entend-il appeler les ouvriers à lutter ? Il maintient, comme mot d'ordre, la lutte pour de véritables assurances sociales dont nous avons dénoncé le danger ainsi que le mot d'ordre de paiement intégral de salaire aux chômeurs qui ne permettra pas de rassembler un grand nombre d'ouvriers pour qui il apparaîtra comme de la surenchère. Les revendications immédiates forment une suite de mots d'ordre sans aucun lien. La défense de l'U. R. S. S. reste dans le cadre des généralités auxquelles le Parti se livre depuis des années, au lieu de la lier à la lutte contre le chômage par le mot d'ordre de la collaboration économique avec l'U. R. S. S. comme l'opposition le préconise. Le C. C. s'est bien gardé d'exposer le caractère général de la lutte ; ce ne sont pas des phrases générales à allure révolutionnaire qui expliqueront aux ouvriers que le développement de la crise restreint la base pour la lutte sur des mots d'ordre économiques, amène les organisations à grouper les travailleurs pour la défense de leur niveau de vie et en même temps cède de plus en plus le premier plan à la lutte sur des mots d'ordre politiques.

Le problème de l'unité syndicale s'est brutalement posé au Parti ; la manœuvre des « 22 » a troublé bien des militants ; au C. C. même, Vassart, que Monmousseau regarde avec sympathie, a été jusqu'à dire qu'il fallait adhérer à la formule d'unité des « 22 » : Vassart ne fait qu'exprimer un certain courant dans le Parti ; là aussi, se paient les fautes de 1926-27 où la politique du Comité anglo-russe faillit mener en France, à la liquidation de la C. G. T. U. Le C. C. a affirmé que le Parti devait lutter pour l'unité syndicale et a envisagé, immédiatement, des mesures d'organisation (conférences régionales, congrès national). En fait, il n'a vu, dans la manœuvre des « 22 », qu'un croc-en-jambe auquel il faut répondre de la même manière, oubliant qu'elle est l'expression, par des réformistes, d'un courant dans la classe ouvrière et qu'il ne pourra briser cette manœuvre que par une juste politique contre le réformisme, qu'en donnant une réponse précise aux ouvriers sur le problème de l'unité syndicale. Le C. C. n'a pas exposé les conditions nécessaires pour l'unité syndicale (démocratie prolétarienne, droit de fraction) et il n'a pas indiqué comment réaliser le front unique, qui est le moyen d'aboutir à l'unité syndicale. Restant dans la confusion, le C. C. laisse tout l'avantage aux anticommunistes.

***

Sur la base qu'il a élaborée, la Conférence du 28 ne pourra aboutir à des résultats fructueux. Or, toute l'activité du Parti est en jeu, il importe, dans les circonstances actuelles, que chaque membre de Parti ait conscience des responsabilités qu'il porte et des taches qu'il doit remplir. Il faut que le Parti se dégage résolument de ses erreurs et s'engage, avec fermeté, sur une toute autre voie. Ni le C.C., ni une conférence des militants, triés par la direction, ne sont aptes à accomplir uen telle besogne. Cette direction, qui a, avant tout le souci de ne pas avouer ses erreurs, croit s'en tirer en ajoutant à ses anciens mots d'ordre, d'autres plus appropriés ; elle aboutit à semer un peu plus de confusion.

La direction affirme son intention de pousser plus à fond la discussion au C. C. et de faire parler les silencieux.

Mais puisque la direction ne veut pas de silencieux il ne faut pas s'arrêter à mi-chemin. Pas de silencieux dans tout le Parti, voilà ce qui est nécessaire; et, pour cela, il faut ouvrir, dès maintenant, la plus large discussion dans le Parti, en vue d'un Congrès. Pas de silencieux et pas de domaines défendus ! Le Parti doit revoir toute la politique passée et décider lui-même la politique qu'il poursuivra ; cela n'ira pas sans difficultés, sans inconvénients pour les dirigeants actuels, mais c'est la seule voie pour redresser le Parti, lui rendre sa vitalité et lui permettre de remplir son rôle dans les batailles qui s'annoncent.

Quand a commencé à être exécuté le « tournant décisif », l'opposition de gauche a affirmé que ce tournant ne pourrait être décisif qu'avec sa collaboration, parce que le Parti devait, pour se redresser, aboutir aux mots d'ordre de l'opposition de gauche ; la direction, au contraire, sous prétexte de mener la lutte sur les deux fronts, combattait les « trotskystes » et laissait les mains libres aux droitiers. Plus de six mois ont passé, justifiant nos déclarations. La situation ne s'est pas améliorée ; les aveux, pleins de réticences, de la direction ne pourront contribuer au redressement du Parti. Il faut cesser avec les oscillations centristes, entre l'aventurisme qui discrédite, qui vide le Parti, et les tâtonnements ayant, dans la situation présente, un caractère opportuniste, qui le désarment. La direction centriste est incapable d'engager franchement le Parti dans la voie juste ; celui-ci tout entier doit s'y atteler. Les membres du Parti peuvent constater une fois de plus que nous, opposition de gauche, avons indiqué clairement la politique à suivre, que notre activité est utile au Parti, que notre présence dans le Parti est donc indispensable. Ils lutteront dans le Parti pour la réalisation des mots d'ordre que nous avons formulés dans notre lettre ouverte.

A NOS LECTEURS

La liste de souscription jusqu'à ce numéro prouve que des camarades comprennent la situation dangereuse de notre organe ; en quatre semaines, nous atteignons 956 fr. 50 ; c'est un résultat, mais il ne nous satisfait pas. Répétons que notre souscription doit chaque semaine dépasser 500 fr.; malgré l'effort de quelques camarades, elle en est loin !

Que ces camarades persévèrent, que tous les autres camarades fassent eux aussi un effort régulier, en présentant des listes de souscriptions et nous arriverons hebdomadairement à 500 fr.

Les abonnements rentrent encore trop lentement ; il faut rappeler (abonnements à l'essai, 3 mois : 5 fr.) que nous expédions plusieurs brochures de Trotsky, à tous nos abonnés nouveaux, ainsi que sur demande accompagnée de 1 fr. en timbres, à nos anciens abonnés.

Nous accordons, en outre, une remise de 20 % sur tous les volumes achetés par notre intermédiaire, à tous nos abonnés ; ceux-ci peuvent acheter :

Classe 22, *au prix de* ....Fr.	7 »
A l'Ouest rien de nouveau ..	7 »
Viet Nam	7 50
Les Mutinés de l'*Eiseneur* ..	6 »
Treize hommes dans la Mine	7 »

Camarades, tous au travail ! Abonnez-vous ! Souscrivez et faites souscrire ! Achetez des livres et faites-nous parvenir des listes d'abonnés possibles, ainsi que vos critiques et conseils !

Dans l'Internationale

EN ALLEMAGNE

Trahison social-démocrate

(*Suite de la première page*)

Le second point important est la suppression de l'immunité des députés. A présent, toute demande d'extradition des députés venant du Ministère de l'Intérieur doit être prise en considération. Le changement de la loi sur la presse a privé les députés communistes de la possibilité de donner leurs signatures en tant que responsables de la presse communiste.

Le parti socialiste veut expliquer son attitude en disant que ces lois portent atteinte aux national-socialistes. C'est ce qu'ils ont dit aussi lorsqu'ils ont introduit les lois pour la protection de la République. Et contre qui cette loi est-elle appliquée? Exclusivement contre les communistes.

Le capital financier savait que ses fidèles serviteurs de la social-démocratie, serait d'accord avec tout. Dans ces derniers mois, il mène dans les coulisses des pourparlers avec les national-socialistes pour les faire entrer au gouvernement. La bourgeoisie n'a pas encore besoin d'agir dès maintenant au moyen des fascistes. C'est là une voie encore inconnue et pleine de dangers aussi bien intérieurs qu'extérieurs.

Brüning utilise les deux moyens l'un contre l'autre. C'est là un fait marqué d'une façon caractéristique par le journal des grands industriels, la « Rheinisch1Westfalische Zeitung » :

« Nous avons déjà indiqué que le dressage admirable de la fraction parlementaire de la social-démocratie qui, tel un caniche docile, sautait par-dessus toutes les cannes que M. Brüning lui tendait, n'est pas dû au seul art du chancelier, mais aussi au fait que de l'autre côté de l'assemblée les national-socialistes figuraient en nombre appréciable. Tant qu'ils étaient là, les social-démocrates devaient se dire : le chancelier peut aussi agir autrement. »

Les pourparlers de coalition n'ayant abouti provisoirement à aucun résultat positif, les national-socialistes décidèrent de pousser leur politique à effet. En commun avec les nationalistes allemands (Deutschnationalen) et quelques députés du « Landvolk », ils ont quitté le Reichstag.

Ils avaient d'ailleurs un motif important pour agir ainsi. L'ordre du jour du Reichstag portait la politique extérieure du gouvernement Brüning. Là, ils ne pouvaient pas tergiverser. Ces temps derniers, ils ont cessé leurs cris de bataille contre le plan Young. Il y a mieux ; leurs dirigeants ont déclaré dans la presse étrangère qu'ils respecteraient les engagements financiers de l'Allemagne. Leur amour pour les « Allemands laborieux » et leur « soutien » des grèves ont aussi cessé. Le capital financier a exigé un terme à cette démagogie, celle-ci pouvant devenir trop dangereuse. Les éléments prolétariens et couches moyennes qui suivent le fascisme peut-être par une telle agitation être poussés à dépasser les bornes. Par leur éloignement du Reichstag, les national-socialistes voulaient se soustraire à la nécessité de prendre position envers ces questions. On ne peut pas encore prévoir si les national-socialistes tenteront à présent un bouleversement fasciste. Les chefs cherchant la coalition seront-ils capables de maîtriser leurs adhérents mis en état d'excitation par leurs soins, c'est ce que l'avenir démontrera. Ce qui est évident, c'est que l'heure décisive approche.

Il dépendra de l'avant-garde du prolétariat, du parti communiste, que cette heure décisive mène à la défaite du fascisme, à la victoire du prolétariat. Pour notre parti, la situation objective est favorable. Le parti socialiste pousse sa politique de trahison jusqu'à l'extrême limite. Les ouvriers réformistes, eux aussi, commencent à comprendre que cette politique prépare le terrain au fascisme. De la mesure dans laquelle le Parti appliquera le front unique léniniste, dépendra la liquidation de l'influence qu'exercent les traîtres social-démocrates sur les masses, et leur rassemblement dans la lutte contre le fascisme pour la dictature du prolétariat.

EN LITHUANIE

Treize années « d'indépendance »

Le 16 février, le fascisme lithuanien a fêté le 13e anniversaire de l'indépendance lithuanienne.

Le peuple lithuanien, opprimé pendant des siècles par la noblesse polonaise, par les grands propriétaires et par les gendarmes russes, a retrouvé sa liberté grâce à la grande révolution russe, à ses mots d'ordre de libre détermination des nationalités.

Ces treize années d'indépendance nationales furent remplies de martyres, de tortures et d'assassinats des meilleurs combattants du prolétariat.

En 1918, la bourgeoisie lithuanienne fusille des centaines d'ouvriers ; en 1919, elle écrase les soviets prolétaires à Panevezys et à Ukmerge ; en 1921, elle étouffe une révolte militaire révolutionnaire à Panemune.

En 1922, la police politique démocrate-chrétienne arrête des centaines de paysans de Rakichki pour organiser une association culturelle. On les torture : tout d'abord, on frappa jusqu'au sang, à coups de cravache, les corps mis à nu, puis on mit du sel sur les blessures pour les raviver et, ensuite, on brûla le corps avec des fers rouges.

En 1924, on arrête une jeune fille, Maryté, pour distribution de tracts. On fait passer un courant électrique dans ses organes sexuels ; on brûle ses seins avec des clous rougis et enfin on introduit des bacilles de tuberculose dans son corps. Elle est devenue folle. A la fin de 1924, on condamne à mort trois ouvriers pour avoir distribué des tracts communistes ; en 1925, la réaction fusille le soldat Abelès pour avoir participé à des représailles contre un provocateur.

En 1926, le gouvernement réactionnaire des démocrates-chrétiens fut forcé, sous la pression des ouvriers et des paysans, de faire place à un gouvernement libéral-socialiste.

Pendant une courte période, les ouvriers réussissent à former de fortes organisations.

Sous le prétexte que les communistes préparaient un coup d'Etat, une clique d'officiers, des anciens laquais du tsar, firent un coup d'Etat fasciste le 17 décembre 1926 ; ils chassèrent le Seim (Parlement lithuanien) et proclamèrent président le fasciste Smétona.

Le premier acte des fascistes fut d'interdire les organisations et les journaux prolétariens et d'emprisonner des centaines d'ouvriers dans les cachots et dans les camps de concentration. Quatre communistes, membres du Comité central du P. C. L., Pagelo, Greifenberg, Guedris et Tscharni furent fusillés.

Au commencement de 1927, fut fusillé l'ouvrier révolutionnaire, Melamed.

En août 1927, fut écrasée dans le sang la révolte des ouvriers et des paysans à Tavrig. Des centaines d'ouvriers et des paysans furent fusillés, sans aucun jugement.

En 1928, 15 ouvriers emprisonnés furent condamnés à mort pour avoir fêté le 1er mai dans un camp de concentration.

En 1929, 4 ouvriers chez qui fut trouvée une imprimerie illégale, sont également condamnés à mort.

Actuellement, dans la petite Lithuanie, plus de 500 détenus politiques « vivent » dans des conditions extrêmement mauvaises : avec une nourriture infecte, dans un air empesté, sans lumière et sans chauffage, sans livres ni journaux, sans la possibilité de recevoir des visites.

Voilà le bilan de treize années de l'indépendance lithuanienne.

C'est au prolétariat révolutionnaire de dresser sa vigoureuse protestation contre la terreur fasciste !

EN GRÈCE

L'opposition grecque dans le combat

Nous avons déjà relaté la lutte des communistes grecs à Salonique. Nous avons montré quelle place avait prise dans les combats, la vaillante opposition grecque (Archio-Marxiste). La répression s'est abattue sur nos camarades avec violence, et la presse des stanilistes n'hésita pas à faire haro avec la réaction, après avoir refusé l'organisation avec l'opposition d'une lutte commune contre la terreur blanche.

Nous publions ci-dessous un appel que des étudiants oppositionels, condamnés à de lourdes peines, envoient de leur prison :

LETTRE OUVERTE DES ELEVES CONDAMNES, A LA CLASSE OUVRIERE, A LA JEUNESSE ESTUDIANTINE ET A TOUS LES INTELLECTUELS DE NOTRE PAYS

« Camarades,

Du fond de notre prison obscure, où la réaction enragée nous a jetés, nous adressons en premier lieu aux militants emprisonnés et déportés de la classe ouvrière et après à tous les opprimés, notre salut révolutionnaire le plus chaleureux.

Camarades, l'intérêt que vous avez montré à notre égard nous a causé une satisfaction particulière, car nous croyons que cela n'est qu'une indication évidente de sympathie non pour nos individus mais pour le mouvement révolutionnaire émancipateur du prolétariat ,qui poursuit l'abolition du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'instauration de la République socialiste mondiale.

On s'efforcera de nous donner en spectacle, ils ont utilisé tout moyen immoral pour nous faire perdre notre courage, ils nous ont battus et ont faussé systématiquement ce que nous avons dit. Mais par ces moyens on ne peut pas cacher la vérité.

En nous adressant à vous, nous sentons le besoin de vous dire ce qui suit :

Sans être membres de l'organisation bolchéviste-léniniste (Archio-marxistes) — ce que nous considérerions comme notre honneur — nous nous sommes fait l'opinion qu'elle est la seule organisation communiste qui travaille avec sincérité et foi pour les intérêts et l'émancipation de la classe ouvrière. Elle est composée par des hommes dévoués à la cause révolutionnaire et selon notre opinion les principes de l'idéologie communiste sont les seules justes conceptions qui découlent de l'étude profonde et scientifique de lois qui régissent l'évolution de l'humanité.

Nous sommes sûrs que tous les ouvriers et la jeunesse estudiantine auraient compris, que la cause pour laquelle nous sympathisons et nous voulons travailler est juste et finalement triomphera en dissipant les ténèbres de l'ignorance et de la réaction, et en conduisant l'humanité à un avenir plus brillant.

Salutations de camarades. »

Dans ces combats l'opposition grecque se trempe et élargit son influence, son action valeureuse, épaulée par une presse d'une belle tenue ne tardera pas à porter ses fruits.

EN COCHINCHINE

Les élections cantonales

A ces élections à suffrage restreint, les deux partis bourgeois cochinchinois, constitutionnaliste et soi-disant nationaliste, se disputent le rôle de serviteurs de l'impérialisme et de saboteurs du mouvement révolutionnaire des masses travailleuses.

Au premier tour de scrutin, le « parti nationaliste », avec ses jeunes avocats et docteurs, fait une propagande active dans les coins les plus reculés de la 2e circonscription pour prêcher à outrance l'abstention aux électeurs, ceci afin de permettre à ses deux candidats, docteurs Don et Thinh de se présenter au second tour. Le P. C. menait une campagne pour le boy-cott des élections.

Le premier tour de scrutin donna six élus aux constitutionnalistes. D'après le nombre des votants, la campagne abstentionniste avait été de peu d'effet (sauf dans la 2e circonscription où 2.600 électeurs seulement ont voté sur 3.900 inscrits). Mais ces élections au suffrage restreint n'intéressent pas les masses travailleuses. La victoire des serviteurs des Homberg, Fontaine et autres, n'a pas une grande portée.

Le parti constitutionnaliste se flatte d'avoir obtenu par son action : « Suppression des vexations dans la perception de l'impôt personnel, accession plus facile à la propriété rurale par un octroi plus libéral des concessions domaniales, régularisation rapide et équitable des droits des occupants du domaine avec ou sans titre. Budget de recettes et de dépenses sincère et mieux équilibré, finances publiques assainies, extension progressive et continue de toutes les œuvres sociales spécialement indigènes, développement de l'instruction publique et de l'assistance publique. Représentation française au sein des conseils de province qui doit être une étape vers l'admission des conseillers indigènes au sein des mêmes assemblées. Réduction du service militaire des annamites de 4 à 3 ans. Amélioration du sort des travailleurs dans les plantations. Politique d'égards vis-à-vis des indigènes *dans toutes les circonstances de la vie.* »

Le programme développé par le parti constitutionnaliste est le suivant :

« Politique : Participation de plus en plus large des annamites à la gestion des affaires du pays, tant dans les assemblées élues que dans l'administration ; extension du collège électoral et des droits politiques des indigènes. Nouvelle réduction du service militaire des indigène. Liberté de penser, d'écrire, de voyager, de se réunir, de s'associer, liberté du culte et des pratiques religieuses.

Economique : Réforme totale du système fiscal. Diminution progressive de l'impôt personnel trop lourd. Modification du système des impôts fonciers et du classement des rizières. Extension du crédit agricole à longs termes. Augmentation du plafond des prêts. Développement des syndicats agricoles et luttes contre l'usure. Crédit populaire pour aider les petits cultivateurs. Vente libre du sel. Suppression de la surtaxe à la sortie des riz .

Social : Développement des œuvres d'assistance. Règlementation du travail libre indigène dans les usines et les plantations. Développement du sport annamite. Développement de l'instruction publique indigène. »

Toutes ces réformes partielles, ces ajustements administratifs ne sont, pour les masses, qu'un but exposé pour les détourner de leur lutte. Toutes celles qui pourraient ouvrir la voie à un nouveau régime social, le Parti constitutionaliste n'a aucun moyen de travailler à leur réalisation — et il ne propose non plus aucun moyen.

De tout le programme collaborationniste, pas un paragraphe ne touche la lutte insurrectionnelle qui depuis dix mois dresse dans tout le pays les masses opprimées contre le conquérant. Si ce n'est : « Politique d'égards vis-à-vis des indigènes dans toutes les circonstances de la vie ». Cette politique d'égards a été plus clairement définie par le leader constitutionnaliste Tguyen-Phan-Long, qui a demandé dernièrement à l'impérialisme d'employer les gaz lacrymogènes dans sa répression contre nos frères de lutte du Nord-Annam.

Contre les pactes de « collaboration » conclus sur l'esclavage des masses opprimées, les masses travailleuses poursuivent leur lutte révolutionnaire pour leurs mots d'ordre de classe. Le « programme » des campagnes, les insurgés l'ont déjà soutenu les armes à la main. C'est la tâche du P.C. d'organiser, d'unifier la lutte anti-impérialiste.

GIAI-PHONG.

EN BELGIQUE

Politique d'isolement du P. C. B.

En tenant compte des circonstances actuelles, nous pouvons affirmer qu'une politique justement déployée aurait dû apporter énormément de sympathie au parti communiste. Le chômage, les diminutions de salaire, la politique scissionniste des dirigeants réformistes, l'arrogance patronale; ce sont là des facteurs décisifs pour l'élargissement de notre rayonnement.

En réalité, c'est le contraire qui est vrai.

Un exemple typique, c'est l'action en faveur des chômeurs. Il est évident que tout révolutionnaire doit lutter pour améliorer le sort des chômeurs. Naturellement, les majoritaires, nantis de leur démagogie et de leur bluff habituel, y sont allés de gauche à droite, sans directive sérieuse, faisant la démonstration flagrante de leur incapacité. C'est ainsi qu'en premier lieu, ils invitent les chômeurs à lutter pour 50 % d'augmentation des indemnités de chômage. Quelques jours après, l'O. S. R., la Fédération du Peigné dirigée par les staliniens, réclament le doublement des indemnité. Un peu après, nouveau tableau. Le conseiller stalinien Leemans interpelle le Conseil et fait une proposition d'intervenir de la façon suivante en faveur des chômeurs : la commune, 8 francs ; la province, 8 francs ; l'Etat, 10 francs ; la femme, les enfants, chacun 3 francs ; 12 kilos de charbon.

Les travailleurs ne peuvent être rendus responsables de l'anarchie capitaliste. Les chômeurs doivent être défendus, soutenus, mais au moins il faut savoir ce que l'on veut et ce que les chômeurs veulent. N'est-ce pas le moment de faire la démonstration devant les travailleurs que les capitalistes se fichent des chômeurs ? N'est-ce pas le moment de faire savoir que la Russie voudrait passer des commandes à la Belgique, mais que, par suite de l'arrêté d'interdit pris contre la Russie Soviétique, la bourgeoisie belge, par haine de classe, jette les ouvriers dans la misère ?

En s'abstenant de défendre le mot d'ordre de la reprise des relations commerciales avec la Russie, les dirigeants du parti ne font que continuer à s'embourber dans leur ligne politique fausse et criminelle.

Encore un exemple de la confusion et de l'incertitude des « révolutionnaires professionnels » dans leur ligne de conduite.

Lors de la nouvelle loi sur les loyers pour 1930, l'Association des locataires de Verviers adressa au Conseil communal un vœu pour qu'il intervienne en haut lieu, afin que la clause la plus favorable soit appliquée à Verviers (catégorie de 100.000 habitants). De cette façon, le locataire, au lieu d'être sans défense dans les griffes du propriétaire, aurait encore l'espoir d'être soumis au maximum, soit sept fois le prix d'avant-guerre.

Afin de bien marquer sa volonté de les défendre, le conseiller soi-disant communiste Leemans vota contre le vœu des locataire parce qu'adversaire de la loi, disait-il. De quelle loi ? Ce n'est pas de la loi qu'il s'agissait, mais bien d'un vœu des locataires, n'est-ce pas ?...

A la même séance, les socialistes renouvellent le vœu pour 1931. Ici, Leemans s'abstient. Pourquoi ? Pour ne pas faire supporter par la classe ouvrière la loi nouvelle ; mais, en même temps, il se range du côté des propriétaires contre les locataires. Poussant l'absurdité jusqu'à l'aberration, celui-ci se ressaisit et, dans un meeting, il vient d'avouer qu'en bon communiste il avait commis une faute, en ce sens qu'il aurait dû voter contre le vœu renouvelé par les socialistes. Pourquoi ce changement ? Pour s'enfoncer davantage dans l'erreur... Parce que nous leur avons dit que, nous aussi, nous sommes adversaire de la procédure employée menant au droit commun, mais que, d'autre part, nous ne pouvons négliger les intérêts immédiats de la classe ouvrière, si petits soient-ils. Or, ici, pour les locataires, leur intérêt est de tomber sous l'application de la loi plutôt que dans le « droit commun », c'est-à-dire à la merci des « vautours ». Il y a un an, on aurait pu s'abstenir pour exprimer le point de vue principal du parti à l'égard de cette loi inique. Leemans arrive un an trop tard.

Lambert MAUTELET.

LA NOTE LITVINOFF

L'U.R.S.S. et la lutte pour la paix

(*Suite de la première page*)

bolchevik-léniniste russe écrivait : « *Il est nécessaire de mener la lutte pour la paix d'une façon suivie et systématique, avec la plus grande persévérance. Il faut chercher à retarder la guerre, à payer rançon pour éviter la guerre qui approche — tout ce qui est possible doit être fait dans ce domaine* ». Cela ne fait pas de doute. L'affermissement des bases prolétariennes de l'état en URSS, et la révolution prolétarienne dans le monde ne sont pas liés inévitablement à la guerre. La même plateforme écrivait : « Les révolutions socialistes grandiront même sans de nouvelles guerres. Mais les nouvelles guerres entraîneront inévitablement des révolutions socialistes ». Mais que font Staline et Litvinov pour le maintien de la paix ? Ils *compromettent* l'Etat prolétarien dans des conditions inacceptables, *sans bénéfice pour la paix*. Voilà en quoi leur attitude actuelle est pleine de dangers.

Dans la crise mondiale présente, l'Europe est en proie à une tourmente économique politique et sociale profonde ; dans plusieurs pays, Allemagne, Espagne, menacent de se produire des ruptures d'équilibres de classe. C'est-à-dire que la « révolution socialiste grandit, même sans nouvelle guerre ». Dans cette situation, les gouvernements bourgeois européens mettent en avant le mot d'ordre d'Union européenne, de Pan-Europe. Il ne fait pas de doute que ce mot d'ordre est dirigé avant tout contre les Etats-Unis ; il est destiné à opposer à l'Amérique un marché élargi par l'abaissement, et si possible la disparition des barrières douanières en Europe, en haussant du même coup considérablement la capacité de production par une base technique élargie, une division du travail pratiquée sans restriction sur une vaste échelle. Le capitalisme espère ainsi éviter la révolution. En ce sens, dans la crise actuelle, le projet économique d'Union européenne est menaçant avant tout pour l'Amérique.

Mais il est aussi clair que ce projet présente un autre aspect, qui est de réaliser un bloc des Etats européens pouvant gêner considérablement les échanges extérieurs de l'URSS, ou au contraire en profiter si l'URSS participe aux ententes qui seront établies. C'est là pour nous le côté délicat de l'affaire.

Le projet d'Union européenne patronné par Briand sert de masque pacifiste à des opérations qui ne peuvent être en fin de compte que des opérations génératrices de conflits gigantesques et de guerres. Il ne s'agit pas de pacifistes qui cherchent comment éviter la guerre : il s'agit d'impérialistes rapaces qui, pris à la gorge par la crise actuelle, se concertent pour savoir comment il réaliseront un bloc viable devant leur ennemis les plus puissants, et qui préparent ainsi les positions nouvelles des guerres de demain.

Nous ne pouvons pas nous tromper sur la signification de l'invitation faite à l'URSS : elle est pour une large part destinée à montrer aux masses travailleuses, aux millions de sans-travail, que les pays bourgeois font des efforts complets pour ne laisser aucune nation en dehors des efforts de construction « pacifiste ». Et si l'URSS refuse de participer à cette action, les gouvernements bourgeois dénonceront une fois de plus la politique de naufrageurs du gouvernement soviétique, et redoubleront les campagnes haineuses comme celle du « dumping ».

(*à Suivre*)

P. N.

La Révolution Espagnole et les tâches communistes

(*Suite de la première page.*)

mencerait à engendrer un état d'esprit favorable à l'action de partisans et à l'aventurisme en général. Ni la paysannerie, ni les couches pauvres des villes ne trouveraient dans ce cas leur direction incontestée. Les espoirs éveillés se transformeraient vite en déception et en exaspération. On verrait se reproduire en Espagne, dans une certaine mesure, la même situation qu'en Italie après l'automne 1920. La dictature de Primo de Rivera ne fut pas fasciste, mais elle fut une dictature espagnole typique d'une clique militaire qui s'appuyait sur une partie déterminée des classes possédantes. Dans les conditions que nous avons indiquées plus haut — passivité et expectative du parti révolutionnaire, spontanéité du mouvement de masses, — l'Espagne pourrait devenir le terrain du fascisme authentique. La grande bourgeoisie s'emparerait des masses petites-bourgeoises désemparées, déçues et désespérées pour diriger leur indignation contre le prolétariat. Bien entendu, nous sommes encore loin de là. Mais il ne faut pas perdre de temps.

Si l'on supposait même un instant que le mouvement révolutionnaire dirigé par l'aile gauche de la bourgeoisie, — les officiers, les étudiants, les républicains — puisse mener à la victoire, la stérilité de cette victoire se révélerait en fin de compte équivalente à la défaite. Les républicains espagnols, comme nous l'avons dit, restent entièrement sur la base des rapports actuels de propriété. On ne peut attendre d'eux ni l'expropriation de la grande propriété agraire, ni la liquidation de la situation privilégiée de l'église catholique, ni l'épuration radicale des écuries d'Augias de la bureaucratie civile et militaire. La camarilla monarchique aurait été remplacée tout simplement par la camarilla républicaine et nous aurions une nouvelle édition de la république éphémère et stérile de 1873-74.

Le fait que les chefs socialistes se traînent à la queue des républicains est tout à fait dans l'ordre des choses. Hier la social-démocratie se collait de son épaule droite à la dictature de Primo de Rivera. Aujourd'hui elle se colle de son épaule gauche aux républicains. La tâche la plus élevée des socialistes, qui n'ont et ne peuvent avoir de politique propre à eux, c'est de participer dans un gouvernement bourgeois solide. A cette condition, ils ne se refuseraient pas, à défaut d'autre chose, à collaborer même avec la monarchie.

Mais l'aile droite des anarcho-syndicalistes n'est nullement assurée contre cette même voie : les événements de décembre sont dans ce sens une bonne leçon et un grave avertissement.

La Confédération Nationale du Travail concentre autour d'elle, sans aucun doute ,les éléments les plus combatifs du prolétariat. La sélection s'est produite ici durant une série d'années. Consolider cette confédération et la transformer en une véritable organisation de masses est un devoir pour chaque ouvrier avancé et avant tout pour les communistes. On peut y contribuer également par le travail à l'intérieur des syndicats réformistes, en démasquant infatigablement les trahisons de leurs chefs et en appelant les ouvriers à se grouper dans les cadres d'une confédération syndicale unique. Les conditions de la révolution aideront beaucoup à ce travail.

Mais, en même temps, nous ne pouvons pas nous faire d'illusions quant au sort de l'anarcho-syndicalisme comme doctrine et méthode révolutionnaire. Par l'absence de programme révolutionnaire et l'incompréhension du rôle du parti, l'anarcho-syndicalisme désarme le prolétariat. Les anarchistes « nient » la politique jusqu'au moment où elle ne les prend pas au collet : alors ils font la place à la politique de la classe ennemie. C'est ce qui s'est passé en décembre !

Si le parti socialiste avait conquis pendant la révolution la situation prépondérante parmi le prolétariat, il ne serait capable que d'une chose : transmettre le pouvoir conquis par la révolution entre les mains trouées de l'aile républicaine qui le laisserait échapper ensuite automatiquement entre les mains de ses détenteurs actuels. Les grands accouchements aboutiraient à un avortement.

Quant aux anarcho-syndicalistes, ils ne pourraient se mettre à la tête qu'à condition de renoncer à leurs préjugés anarchistes. Notre devoir est de les aider dans ce sens En effet, il faut supposer qu'une partie des chefs syndicalistes passera aux socialistes ou sera rejetée de côté par la *révolution* ; les véritables révolutionnaires seront avec nous ; les masses se joindront aux communistes de même que la majorité des ouvriers socialistes.

L'avantage de la situation révolutionnaire consiste précisément en ceci que les masses apprennent vite. L'évolution des masses provoquera inévitablement des différenciations et des scissions, non seulement dans le milieu socialiste, mais aussi dans le milieu syndicaliste. Des accords pratiques avec les syndicalistes *révolutionnaires* sont inévitables, au cours de la révolution. Ces accords seront loyalement exécutés par nous. Mais il serait vraiment funeste d'apporter dans ces accords des notes ambiguës, réticentes et fausses. Même aux jours et aux heures où les ouvriers communistes ont à lutter côte à côte avec les ouvriers syndicalistes, il ne faut pas supprimer les cloisons de principe et taire les divergences ou atténuer la critique de la fausse position de principe de l'allié. Ce n'est qu'à cette condition que le développement progressif de la révolution sera assuré.

6. La junte révolutionnaire et le parti

La journée du 15 décembre, quand les ouvriers se sont soulevés simultanément non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans les villages éloignés, démontre combien le prolétariat lui-même tend vers l'unité d'action. Il a profité du signal des républicains parce qu'il n'a pas de clairon à lui. La défaite de ce mouvement n'a pas provoqué, visiblement, l'ombre même de la défaillance. La masse assimile ses propres actions comme une expérience, comme une école, comme une préparation. C'est là un trait extrêmement caractéristique de *l'essor révolutionnaire.*

Pour trouver l'accès à la grande route, le prolétariat a besoin dès maintenant d'une organisation qui s'élève au-dessus de toutes les divisions politiques, nationales, provinciales et professionnelles existantes dans les rangs du prolétariat ; d'une organisation qui corresponde à l'élan de la lutte révolutionnaire actuelle. Une telle organisation élue démocratiquement par les ouvriers des usines, des fabriques, des mines, des entreprises commerciales, des chemins de fer et du transport maritime, par les prolétaires des villes et des campagnes — ce ne peut être que *le soviet.* Les épigones ont causé un tort énorme au mouvement ouvrier du monde entier en implantant dans les esprits ce préjugé d'après lequel les Soviets ne peuvent être créés que pour les besoins d'une insurrection armée et uniquement à la veille de cette insurrection. En réalité, les Soviets se créent là où le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières, quoique étant encore loin de l'insurrection armée, éprouve le besoin d'une organisation large et incontestée, capable de diriger les combats économiques et politiques qui embrassent simultanément diverses entreprises et diverses professions. Ce n'est qu'à cette condition, c'est-à-dire quand les Soviets réussiront pendant la période préparatoire de la révolution à s'enraciner dans la classe ouvrière, qu'ils seront capables de jouer le rôle dirigeant au moment de la lutte immédiate pour le pouvoir. Il est vrai que le mot « soviet » a pris, après l'existence de 13 années du régime soviétique, un sens considérablement différent de celui qu'il avait en 1905 ou au début de 1917 quand les Soviets se créaient non comme des organes du pouvoir, mais seulement comme des organisations de combat de la classe ouvrière. Le mot *junte* étroitement lié avec toute l'histoire révolutionnaire espagnole exprime on ne peut mieux cette idée. A l'ordre du jour en Espagne se pose la création des *juntes ouvrières.*

Dans la situation actuelle du prolétariat, la création des juntes présuppose la participation des communistes, des anarcho-syndicalistes, des social-démocrates et des dirigeants sans-parti des luttes grévistes. Dans quelle mesure peut-on compter sur la participation des anarcho-syndicalistes et des social-démocrates dans les soviets ? Il est difficile de le prévoir de l'extérieur. L'élan du mouvement obligera sans aucun doute de nombreux syndicalistes et peut-être aussi une partie de socialistes d'aller plus loin qu'ils ne le veulent, si les communistes réussissent à poser le problème des juntes ouvrières avec l'énergie indispensable.

Sous la pression des masses, les questions pratiques de la construction des soviets, du mode de représentation, de la date et des moyens des élections, etc., peuvent et doivent devenir l'objet *d'un accord* non seulement de toutes les fractions communistes entre elles, mais aussi avec les syndicalistes et les socialistes qui accepteront de collaborer à la création des juntes. Les communistes se présentent, bien entendu, à toutes les étapes de la lutte, le drapeau déployé.

Malgré la nouvelle théorie stalinienne sur les soviets paysans, il est peu probable que les juntes paysannes en tant qu'organisations éligibles, puissent surgir en nombre important avant la prise du pouvoir par le prolétariat. Pendant la période préparatoire, la campagne verra se développer une autre forme d'organisation basée non pas sur l'éligibilité, mais sur la sélection personnelle : des unions paysannes, des comités de paysans pauvres, des noyaux communistes, des syndicats d'ouvriers agricoles, etc... Cependant, la propagande du mot d'ordre des *juntes paysannes* sur la base du programme révolutionnaire agraire peut déjà être mise à l'ordre du jour.

Il est très important de poser d'une façon juste la question des *juntes de soldats.* Selon le caractère même d'une organisation militaire, les soviets de soldats ne peuvent surgir que dans la dernière période de la crise révolutionnaire, quand le pouvoir étatique perd le contrôle sur l'armée. Pendant la période préparatoire, il ne s'agit que d'une organisation à caractère fermé, des groupes de soldats révolutionnaires, des cellules du parti, dans beaucoup de cas des liaisons personnelles entre ouvriers et soldats.

Le soulèvement républicain de décembre 1930 sera incontestablement inscrit dans l'histoire comme la limite entre deux époques de la lutte révolutionnaire. Il est vrai que l'aile gauche des républicains a établi une liaison avec les chefs des organisations ouvrières pour obtenir l'unité d'action. Les ouvriers désarmés devaient jouer le rôle de chœur au côté des coryphés républicains. Ce but a été réalisé dans une mesure suffisante pour démontrer une fois pour toutes l'incompatibilité d'un complot d'officiers avec la grève révolutionnaire. Contre le complot militaire qui opposait une arme à une autre, le gouvernement a trouvé suffisamment de forces à l'intérieur de l'armée même. Quant à la grève sans but indépendant et sans direction propre, elle fut vouée à l'insuccès aussitôt que l'insurrection militaire fut réprimée.

Le rôle révolutionnaire de l'armée, non pas en tant qu'instrument expérimental des officiers, mais en tant que partie armée du peuple, se déterminera en dernier lieu par le rôle des ouvriers et des paysans dans le cours de la lutte. Pour que la grève révolutionnaire puisse être un succès, elle doit aboutir à une rencontre entre les ouvriers et l'armée. Si importants que soient les éléments militaires d'une telle rencontre, la politique y est prédominante. Vaincre la masse des soldats n'est possible qu'en posant clairement les tâches sociales du soulèvement. Mais ce sont précisément les tâches sociales qui effrayent les officiers. Il est naturel que les révolutionnaires prolétariens concentrent leur attention dès maintenant sur les soldats en créant dans les régiments des cellules de révolutionnaires conscients et courageux. Le travail communiste dans l'armée, subordonné politiquement au travail parmi les ouvriers et les paysans, ne peut se développer que sur la base d'un programme clair. Quand viendra le moment décisif, les ouvriers doivent par leur nombre et par la force de leur offensive entraîner une grande partie de l'armée du côté du peuple ou, tout au moins, la neutraliser. Ce large aspect révolutionnaire de la question n'exclut pas le « complot » militaire des soldats avancés et des officiers sympathisants à la révolution prolétarienne dans la période qui précède immédiatement la grève générale et l'insurrection. Mais un tel genre de « complot » n'a rien de commun avec le pronunciamiento : sa tâche est d'un caractère auxiliaire et consiste à assurer la victoire de l'insurrection prolétarienne.

Pour la solution victorieuse de toutes ces tâches, il faut trois conditions : un parti, encore un parti et toujours un parti.

Comment s'établiront les rapports des différentes organisations et groupes communistes actuels, et quel sera leur sort dans l'avenir, il est difficile d'en juger du dehors. L'expérience le montrera. Les grands événements mettent infailliblement à l'épreuve les idées, les organisations et les hommes. Si la direction de l'I. C. s'avère incapable de proposer aux ouvriers espagnols rien d'autre qu'une politique fausse, un commandement bureaucratique et la scission, alors le véritable parti communiste d'Espagne se formera et se trempera en dehors des cadres de l'Internationale Communiste. De toute façon, le parti doit être créé. Il doit être uni et centralisé.

La classe ouvrière ne doit en aucun cas construire son organisation politique sur une base fédéraliste. Le parti communiste n'est pas l'image du futur régime de l'Etat espagnol, mais un levier d'acier pour le renversement du régime existant. Il ne peut pas être organisé autrement que sur les principes du centralisme démocratique.

La junte prolétarienne deviendra une large arène sur laquelle chaque parti ou chaque groupe sera soumis à l'épreuve et à l'examen devant les yeux de larges masses. Le mot d'ordre de front unique des ouvriers sera opposé par les communistes à la pratique de coalition avec la bourgeoisie des socialistes et d'une partie des syndicalistes. Ce n'est que le front unique révolutionnaire qui procurera au prolétariat la confiance indispensable des masses opprimées des campagnes et des villes. La réalisation du front unique n'est possible que sous le drapeau du communisme. La junte a besoin d'un parti dirigeant. Sans direction ferme, elle resterait une forme d'organisation vide et tomberait inévitablement sous la dépendance de la bourgeoisie.

Ainsi les communistes espagnols sont chargés de tâches historiques grandioses. Les ouvriers avancés suivront avec une attention passionnée les péripéties du grand drame révolutionnaire qui, tôt ou tard, exigera d'eux non seulement leur sympathie, mais aussi leur concours. Soyons prêts !

24 janvier 1931.

Prinkipo.

L. TROTSKY.

Le Front Ouvrier

Les mêmes !

Dans le dernier *Cri du Peuple*, Chambelland se plait à souligner les contradictions entre Thorez et Gitton, son thème, c'est « qu'ils avaient eu raison ». Toutefois, Chambelland ne se risque pas à conclure que ses amis du *Cri* et lui « avaient eu raison » ; c'est heureux car son discours au Congrès de Paris n'est pas oublié quant aux années de paix sociale...

Mais les rédacteurs du *Cri* exultent en trouvant dans Monmousseau d'hier des citations qui ravissent Chambelland d'aujourd'hui, tant sur l'unité syndicale que sur l'indépendance du syndicalisme, citations qui suffisent parfaitement à réduire au même niveau de médiocrité doctrinaire les Chambelland et les Monmousseau.

Quant à nous, nous n'avons nul besoin d'être convaincus de cela, il y a près d'une année, en définissant le centrisme, Trotsky écrivait :

« Ne saute-t-il pas aux yeux que nous avons là deux variétés de la même espèce, ou deux stades du même imbroglio ? Monmousseau cherche à faire peur aux ouvriers avec le fantôme de Chambelland; Chambelland cherche à faire peur aux ouvriers avec le fantôme de Monmousseau. Or, en réalité, chacun d'eux ne fait que se mirer dans une glace en se tendant le poing. »

En semblant se combattre, ils s'engendrent et se combinent pour le plus grand danger de notre centrale unitaire. Dans la lutte ouvrière actuelle, les oppositionnels ont dans la C. G. T. U., une excellente arme pour dégonfler ces baudruches et ranimer l'influence communiste : *La lutte pour l'unité de front.*

En définissant le front unique, en mettant à chaque occasion au pied du mur les démagogues de l'unité et en démasquant les bavards du « par en bas », les oppositionnels renforceront le courant communiste contre la bureaucratie, et résorberont dans notre Centrale syndicale, l'influence du C. I. S.

Au sujet d'une canaillerie

Le Syndicat Unitaire des métaux de Neuves-Maisons n'est, depuis sa formation, qu'un embryon d'organisation qui n'a jamais pu mener une propagande ouverte ni faire aucun recrutement au sein de l'usine. Le responsable de cet état de choses veut profiter de la déclaration des oppositionnels pour : 1° tenter d'avoir un bouc émissaire sur lequel il pourra faire retomber toutes les fautes qu'il a commises et qui empêchent notre syndicat de progresser ; 2° la présence d'un oppositionnel dans le syndicat étant gênante ce même incapable entend-il s'en débarrasser en le forçant à prendre publiquement position et par ce moyen faire tomber sur lui la répression patronale ? 3° entend-il qu'un seul camarade, fût-il même oppositionnel, puisse amener des centaines d'ouvriers au syndicat quand, lui, avec l'aide et le soutien de quarante autres membres, a été incapable de faire avancer d'un seul pas le nombre des adhérents, et cela, si l'on tient compte que pour cet édile, un oppositionnel est un indésirable et qu'il porte tous ses efforts pour l'écarter de la vie de l'organisation syndicale ?

Nous lui demandons de répondre à ces questions.

Camarade !
Il faut t'abonner sans retard

Aux ateliers P.O. de Tours

QUI EST LE MENTEUR ? SOCIAL-FLIC... QUI LE SERT ? LE 100 % TANGUY...

Ces temps derniers, nous avons mené une lutte active contre les délégués réformistes. Tant dans la *Cisaille*, journal de notre cellule, que dans le *Talon de Fer*, journal syndical, nous avons dénoncé leur attitude antiouvrière. Notre campagne produisit quelque effet. Pour regrouper leurs adhérents qui trouvaient un peu exagérée la façon dont leurs militants parlaient d'eux, les délégués confédérés firent convoquer des réunions spéciales avec, à l'ordre du jour : « Les calomnies des unitaires contre nos militants ». Pour se tirer de cette situation, ils cherchèrent une diversion. Ils la trouvèrent en attaquant Tanguy, qui avait posé la question de ses notes au délégué confédéré. L'article paru dans le *Réveil* étant anonyme, celui-ci demanda des comptes au délégué confédéré. Courageusement, comme toujours, celui-ci se déroba, et jésuitiquement, il insinua que l'article du *Réveil* venait des camarades du groupe de la *Vérité*. Le sens de la manœuvre est clair. Pour les réformistes, il s'agit de jeter le désarroi chez les unitaires : pendant qu'ils se mangeront entre eux, ils ne s'occuperont pas de nous.

Et Tanguy les sert admirablement. Sa haine des camarades de l'opposition est plus forte que sa haine des « social-flics ». Et loin de recevoir leur insinuation comme elle le méritait, il y a tendu une oreille complaisante. Et « le 100 % Tanguy, la main dans celle du « social-flic » Perthuis (qui n'est pas solidaire de l'article du *Réveil ! ! !*) nous accuse d'en être les auteurs !

Voilà la véritable entente réalisée aux ateliers !

Jamais aucun camarade du groupe de la *Vérité* n'a collaboré au *Réveil* socialiste. Nous avons suffisamment d'arguments pour discuter avec Tanguy, sans avoir besoin de ramasser des ragots dans les boîtes à ordures. Mais celui-ci en a peu pour discuter avec nous. C'est pourquoi il accepte sans hésitation ce que les réformistes veulent lui souffler.

Les camarades des ateliers ne se laisseront tromper ni par les uns, ni par les autres. Ils n'oublieront pas l'attitude des délégués réformistes. Ils constateront qu'une fois de plus, c'est un 100 % qui les aide à se tirer d'un mauvais pas.

La Cellule des Ateliers.

Dans la 27e U. R.

Le Syndicat des fondeurs moulinois s'est réuni le dimanche 8 février, à Bourbon-l'Archambault (Allier). Sauf deux camarades malades et le camarade Guyot excusé, tous les camarades étaient présents.

Après l'exposé des événements qui se sont déroulés dans l'U. L. de Moulins, exposé fait par A. Tourand et après avoir entendu une critique du rapport moral de l'U. L. et du rapport moral de la 27e U. R., les camarades présents, à l'unanimité, ont décidé :

1° D'adresser un blâme au camarade Guyot pour avoir voté contre le rapport moral du camarade Tourand, à l'A .G. du 3 août 1930, sans en avoir prévenu les membres du Syndicat :

2° De déléguer un camarade à l'A. G. de l'Union locale et au Congrès de l'Union régionale à Bourges avec mandat de voter contre les rapports d'activité présentés par les directions majoritaires.

Pour le Syndicat, le Secrétaire :
A. Tourand,

AVANCES SUR TRAITEMENTS
par la
Banque des Fonctionnaires
33, Rue de Mogador, PARIS (9e)
Conditions les plus avantageuses
DISCRETION ABSOLUE

Le 25 février dans la Région lyonnaise

L'*Humanité* a publié un manifeste du P. C. et de la C. G. T. U. invitant les travailleurs, chômeurs ou non à s'organiser contre le chômage et à participer à une journée internationale de lutte qui est fixée au 25 février. La presse régionale du P. C. invite les travailleurs à s'y préparer et à manifester.

L'O. U. ne peut qu'appuyer un tel mouvement contre le chômage et appeler tous les travailleurs à participer à la lutte contre le capitalisme, à exiger pour ceux que la crise a privés de leur travail, totalement ou partiellement, des secours vitaux aux frais des capitalistes.

Cependant, il est naturel que, face à la carence des dirigeants de nos grandes organisations régionales, qui dédaignent systématiquement les tâches les plus urgentes, l'O. U. fasse, par avance, toutes réserves sur les résultats à attendre et décline toutes responsabilités.

En effet, il ne suffit pas de lancer le mot d'ordre de manifestations de masses le 25 février pour être sûr que les travailleurs seront ce jour-là dans la rue et feront trembler les capitalistes. Non ! il faut préparer cette journée, en faire pénétrer les mots d'ordre dans les usines et surtout conquérir la confiance des chômeurs pour qu'à cette occasion ils se groupent unanimement derrière nos drapeaux.

Que fait l'U. R. Unitaire ? Que fait l'U.L. de Lyon pour cela ? Où en est son action pour les chômeurs ?

Un travail pour le groupement des chômeurs sous l'égide des organisations unitaires a bien été commencé en novembre. Quelques manifestations (!) ont bien été tentées, quelques délégations ont bien été faites à la mairie centrale, mais là on n'a su que tempêter, menacer et, comme rien n'appuyait les menaces, celles-ci se sont avérées vaines et n'ont donné aucun résultat. Il aurait fallu, par un travail infatigable, grouper tous les chômeurs, complets ou partiels, par une action vigoureuse, obliger municipalité et préfecture à accepter les revendications des chômeurs ! Au lieu de cela, on a encaissé les refus et maintenant les choses en sont là.

Les chômeurs se rappellent cependant qu'en 1926-27 l'U. R., en liaison avec les comités de chômeurs, avait pu arracher à la Ville et au département 9 fr. 50 par jour de chômage, plus des allocations supplémentaires pour les enfants, qu'elle avait su gagner à tel point la confiance des chômeurs de toutes tendances que réformistes et anarchistes n'avaient pu réaliser le moindre contact avec les chômeurs et que le travail pratique réalisé pendant ces quelques mois de chômage nous avait valu un regain d'influence chez les travailleurs de toutes corporations.

Où en est-on, à ce point de vue, actuellement ? Le bilan est simple et suggestif : les chômeurs ne touchent que 6 fr. 50 par jours et l'U. R. et l'U. L. ont si bien su se lier avec eux qu'il s'est constitué un Comité de chômeurs « indépendant » dirigés contre les unitaires et dont l'action ne sera pas à dédaigner !...

D'autre part, que font l'U. R. et l'U. L. pour préparer le 25 février ? Rien...

Il est donc aisé de prédire qu'avec une préparation nettement insuffisante, avec une action en faveur des chômeurs insignifiante, avec des mots d'ordre trop généraux, non adaptés à la situation corporative ou locale, en laissant les anarchistes et les réformistes mettre la main sur les comités de chômeurs, que la journée du 25 février sera un échec de plus à l'actif de la C. G. T. U.

Tous les sympathisants avec l'O. U., tous ceux qui veulent le redressement de la C. G. T. U., son renforcement et son développement doivent dénoncer impitoyablement la passivité des dirigeants de l'U. R. et de l'U. L. face au chômage, inviter leurs camarades encore au travail ou en chômage à participer aux manifestations qui auront lieu.

L. Vore.

Assemblée Générale des Correcteurs d'imprimerie

Le 4 janvier 1931, s'est tenue, 20, rue du Bouloi, l'assemblée générale du Syndicat des Correcteurs d'imprimerie.

Ce Syndicat, adhérent à la C. G. T., est un des rares syndicats qui n'ait pas fait de scission. Son conseil syndical est plutôt éclectique par sa composition, et son bureau reflète cet éclectisme sans hostilité, même parfois avec une certaine sympathie, vis-à-vis des communistes. Dans sa masse, le Syndicat des Correcteurs comprend des sans-parti, des réformistes, des anarchistes, des syndicalistes révolutionnaires, des stalinistes et des oppositionnels de droite et de gauche.

En l'absence d'Alzir Hella, gravement malade, Coni, qui, depuis, lui a succédé au secrétariat général, fit un rapport moral visiblement inspiré par le souci de ne mécontenter personne.

Dans la discussion de ce rapport, la question de la femme, égale à l'homme, à l'atelier et au syndicat, fut soulevée avec une certaine ampleur à l'occasion du cas suivant :

La camarade Liliane Depollier fut embauchée comme correctrice à l'imprimerie Simart. Elle était autorisée à se chercher du travail par un document signé du secrétariat syndical et annonçant son transfert prochain de la Fédération du Livre d'un pays voisin dans la Fédération Française du Livre.

Cette camarade donna toute satisfaction au point de vue professionnel et fut bien accueillie par les camarades correcteurs de chez Simart.

Mais les typographes de chez Simart protestèrent contre l'emploi d'une femme et, après entrevue avec M. Largentier, secrétaire du Livre réformiste, menacèrent de faire grève si la camarade continuait à travailler.

Malgré la protestation des camarades correcteurs, il fallu céder, le patron de l'imprimerie venant à la rescousse.

A l'assemblée générale des correcteurs, Chevalier retraça les faits.

A la suite de vigoureuses interventions de Treint, Lecoin, Barré, en faveur de l'égalité des travailleurs et des travailleuses, une motion en sens fut votée à l'unanimité.

La question du « doublage » (deux journées de travail en 24 heures), fut agitée. Colonna préconisait la réglementation du « doublage » sous le contrôle du Syndicat. L'interdiction du « doublage » fut votée à la presque unanimité.

Le délégué du Syndicat à l'U. R. de la Seine constata le peu d'activité de cet organisme en face de la crise croissante. Lecoin parla en faveur de l'unité syndicale et déposa une motion qui, en termes généraux, préconisait la lutte pour l'unité syndicale. Cette motion fut adoptée à l'unanimité. Treint invita le Syndicat à faire pression pour que les ouvriers de la C. G. T. fassent front unique avec ceux de la C. G. T. U. pour les revendications immédiates et demanda au Syndicat de mettre la question de l'Unité syndicale comme point principal de l'ordre du jour de l'assemblée générale de mai prochain, afin de résoudre avec précision ce problème en toute clarté.

Il en fut ainsi décidé.

Après renouvellement du Bureau et examen de questions diverses, la séance fut levée.

Tous nos camarades doivent envoyer la copie pour le journal à la Rédaction : 45 boulevard de la Villette, pour le dimanche ou lundi dernier délai.

Les casquettiers et leur unité

Le meeting organisé par le Comité d'unité (autonomes et unitaires) a démontré une fois pour toutes que nous n'avons rien exagéré en affirmant exprimer dans nos démarches le désir commun de tous les casquettiers : l'unité syndicale entre autonomes et unitaires.

Au meeting que nous avions organisé le 29 janvier, un délégué de chaque syndicat avait été invité pour exposer le point de vue de son syndicat et indiquer les résultats obtenus en application de la résolution votée le 18 décembre 1930. L'assemblée a pu constater que les malentendus subsistent entre les deux commissions de travail, tout comme aux premiers jours. Le Syndicat et la Fédération unitaires ont manifesté leur unité, acceptant tout, sauf la discussion sur l'adhésion à la C.G.T.U. L'unité devait donc se faire ; or, il n'y a rien de fait. Les dirigeants autonomes restent intransigeants, bien qu'ils reconnaissent que la totalité des ouvriers organisés veulent appartenir à la C. G. T. U. et veulent voir le syndicat hors de la Fédération Unitaire, jusqu'à décision d'une assemblée générale, tout cela au nom de la démocratie syndicale.

Après discussion générale, où des camarades de toutes tendances se sont prononcés sur cette importante question, l'écrasante majorité des ouvriers des deux Syndicats adoptèrent la résolution demandant :

1° La démission des deux commissions de travail ;

2° L'élection d'un comité provisoire ayant pour mission de réunir dans le plus bref délai, une assemblée générale devant élire une commission de travail du syndicat unique ;

3° La mise à l'écart de toute discussion sur le principe de l'adhésion à la C. G. T. U., dont tous les ouvriers sont partisans.

Nous sommes convaincus que cette résolution exprime parfaitement la volonté de tous les camarades casquettiers et la seule voie pour y aboutir.

Le Comité d'Unité (autonomes-unitaires).
Paris, le 2 février 1930.

P.-S. — Depuis cette date, le Comité a convoqué des représentants des deux syndicats ; seuls, les unitaires se sont dérangés. Les autonomes ont donc montré une fois de plus leur volonté de prolonger la scission.

Chez les mineurs du Pas-de-Calais

L'attaque capitaliste contre la classe ouvrière vient de s'étendre encore plus chez les mineurs du Pas-de-Calais. Déjà les mines ont chômé le 14 février et une nouvelle journée de chômage est prévue pour le 28. Mais les compagnies se montrent encore plus exigeantes ; elle viennent de dénoncer une convention sur les salaires qui expirait dans un mois et *elles entendent diminuer les salaires fortement.* Une telle situation ne peut laisser les mineurs indifférents et les organisations unitaires doivent prendre position sans tarder.

Les chefs réformistes protestent contre toute diminution de salaires et s'adressent aux pouvoirs publics. Mais ce qui prouve qu'il n'y a de leur part aucune volonté de mener la lutte, d'y encourager les mineurs, mais de chercher un compromis, c'est qu'ils ont tenu dissimulée pendant plusieurs jours cette nouvelle dans leurs bureaux, sans avertir les travailleurs. Les Maes et Cie vont chercher à réaliser un compromis, mais aujourd'hui, pour ne pas se couper des mineurs, ils parlent de lutter pour empêcher la diminution des salaires. Il y a là une occasion favorable pour les unitaires afin de réaliser le front unique. *Il faut adresser aux organisations réformistes des propositions de front unique pour s'opposer à la diminution projetée par les compagnies,* il faut les faire connaître dans chaque concession, dans chaque puits aux ouvriers qui contraindront leurs chefs à réaliser le front unique. Non seulement des dizaines de milliers de mineurs sont intéressés à la bataille, mais le prolétariat tout entier. La direction du P.C. et celle de la C.G.T.U. sont responsables de l'application de la tactique du front unique chez les mineurs du Pas-de-Calais ; les grèves du Nord doivent avoir servi de leçon.

A propos de l'Unité

CHEZ LES PRODUCTEURS D'ENERGIE ELECTRIQUE

Dans le dernier *Denis-Papin*, organe de la Section autonome, ceux qui furent exclus du Syndicat des Producteurs et qui ont signé le manifeste des « 22 » et l'appel adopté par la suite posent la question de l'unité des deux Syndicats ; notre syndicat doit se prononcer ouvertement. Déjà la question a été soulevée à l'usine Nord, à Puteaux, à Gennevilliers. Les chefs autonomes acceptent le programme de lutte de la C. G. T. U., tout en signant le manifeste des « 22 », et des militants et se sont engagés à poser la question de l'unité devant l'ensemble des sections.

Il est certain que la division existante depuis deux ans est une cause qui crée la méfiance dans le personnel ; les erreurs de la « 3e période » ont été également néfastes à notre organisation unitaire ; disons cependant tout de suite que les militants du syndicat ont fait tout ce qui était possible pour adopter les revendications propres à la folle politique, aussi le mal n'a pas été si grand que dans les autres syndicats unitaires. Comme partout, le patronat a su profiter des erreurs commises et accentuer sa répression qui a été des plus brutales. Les mouvements n'ont jamais été coordonnés ; quelques sections marchaient le 6 mars, d'autres le 1er mai, d'autres le 1er août, mais jamais un gros noyau. Aucune réaction n'a eu lieu à la suite de radiations et de révocations.

Pour parer à la baisse de l'organisation, un gros effort a été fait ; des cahiers de revendications à la plus petite question intéressant les ouvriers ont été posés. Le résultat a été médiocre ; les ouvriers ne voient pas le moyen d'aboutir. Il en a été de même pour faire aboutir le statut unique. Les efforts déployés par les militants sont restés vains ; les fautes de la politique confédérale ne se rachètent pas si vite et malgré le tournant, nous constatons encore des fautes. Devant les menaces qui pèsent sur les ouvriers, il faut qu'ils s'unissent.

L'unité est-elle possible avec les autonomes ? Nous disons : oui. Pour y répondre clairement, le long manifeste de la C. G. T. U. ne peut nous guider. Il permet toutes les tactiques et il permet de les condamner toutes. Chez nous, où le personnel est syndiqué dans l'ensemble, les Comités de lutte ne peuvent être envisagés. Le front unique peut se réaliser si le syndicat unitaire présente une plate-forme de lutte, un plan d'action aux autres organisations. Même dans notre syndicat, l'unité au sein de la C. G. T. U. est possible. Qu'avons-nous à craindre si les autonomes ont signé le manifeste anti-communiste des « 22 » ? Nous les combattrons d'autant mieux dans le sein du syndicat ; nous prouverons à tous les travailleurs que la C. G. T. U. est une organisation où existe la démocratie, que toute tendance peut s'exprimer et s'organiser à l'intérieur de la C. G. T. U. La question de la réintégration des exclus nécessitera évidemment des explications ; mais là n'est pas la grosse question, l'essentiel c'est d'abord la réalisation de l'unité d'action sur la plate-forme de lutte, c'est ensuite la réalisation de l'unité dans le sein du syndicat unitaire.

« L'unité » des 22 est, nous le savons, dirigée contre la C. G. T. U. : mais la direction confédérale va-t-elle se maintenir dans une position qui prête le flanc aux Dumoulin au lieu de prouver sur le cas précis des Producteurs d'Electricité que la C. G. T. U. est une organisation *unitaire* et ainsi porter un grand coup à ceux qui veulent la désagréger ?

Un Syndiqué unitaire.

Tribune de discussion de l'Opposition Unitaire

Nous avions omis de publier la lettre suivante du Secrétariat de l'O. U. concernant le projet de plate forme que nous publions.
La Redaction.

Paris, le 25 janvier 1931.

Camarades,

Vous nous demandez de nouvelles précisions au sujet de la note du secrétariat de l'O. U. concernant le texte qui a servi de base de discussion pour la plate-forme de l'O. U. à la conférence du 28 ; nous vous affirmons à nouveau — et conformément aux décisions de la Conférence nationale de l'O. U. — que ce texte — d'ailleurs amendé — reste toujours la base de discussion pour l'élaboration de la plate-forme de l'O. U.

Pour la C. E. de l'O. U. :
Le Secrétaire : Gourget.

(*Suite du projet de plate-forme.*)

Il ne s'agit donc pas d'agiter d'une façon intempestive et dès l'ébranlement des masses les désaccords entre confédérés et unitaires, de jeter la pomme de discorde au milieu des ouvriers au coude à coude ou bien de sacrifier à la politique du bluff. Une telle façon d'agir désoriente et dégoûte les masses, amène inévitablement la rupture du F.U., la perte de toute influence unitaire. Au contraire, une attitude correcte — sans être exempte de fermeté — assurera la conquête des masses lorsque les chefs confédérés, selon leur pratique coutumière, abandonneront la plate-forme revendicative de départ et se livreront à des tractations.

La discussion sur le F.U. par en haut ou par en bas nous paraît vaine. L'essentiel est que le F.U. se réalise. Losowsky, au dernier congrès de l'I.S.R., a d'ailleurs jeté du lest à ce sujet : il a entr'ouvert la porte à la réalisation du F.U. par entente entre organisations rivales dans certains cas. Nous ne voyons pas, quand la chose est possible et que la question est portée devant les masses les arguments qu'on peut faire valoir contre cette façon de procéder.

Sur cette question du F.U., l'O.U. déclare qu'elle ne peut accorder aucune confiance à la direction confédérale actuelle qui a prouvé au cours de toute une série de grèves son incapacité à réaliser ou à maintenir le F.U. Cette même direction, fait d'ailleurs tout pour empêcher la réalisation du F.U. à l'intérieur de la C.G.T.U. sur la base des campagnes qu'elle décide.

COMITES DE LUTTES ET AUTRES

Il n'y a pas, à notre sens, d'organisme spécifique pour la réalisation du F.U. Vouloir à toute force et suivant la nouvelle mode, réaliser le F.U. par des comités de lutte est une conception qui ne peut germer que dans la cervelle de ronds-de-cuir syndicaux. On ne saurait non plus proscrire, *a priori*, les comités de lutte.

Cependant, l'O.U. tient à déclarer — et ici elle est nette — que tous les comités divers qui passent tels des météores à travers notre mouvement et qui ne laissent pas plus de trace que des caractères marqués sur le sable, sont autant de superfétations et d'entraves à l'action syndicale régulière, normale. Ils constituent du reste la preuve de cette faiblesse extrême d'organisation unitaire que le 4e congrès de l'I.S.R. marquait fortement. L'O.U. estime qu'une organisation syndicale solide, fonctionnant régulièrement, est à même avec ses noyaux dans les entreprises, avec ses militants qui ont fait leurs preuves, d'entraîner, d'encadrer, de discipliner la masse des ouvriers autrement mieux que des formations éphémères. Rien n'empêche d'ailleurs, quand une tâche particulière se pose devant le syndicat, de constituer au sein de celui-ci une commission qui pourra s'élargir aux non-syndiqués ou même aux syndicats confédérés. Mais il est inutile de nous rebattre plus longtemps les oreilles avec ces comités fantômes et de persister à donner vie aux avortons qui iront rejoindre au cimetière des fantaisies bureaucratiques toutes les autres créations des dirigeants de l'I.S.R. et de la C.G.T.U.

La propension à la multiplicité des comités de tous genres, outre qu'elle pousse à l'émiettement et au désarroi, est très grave en ce sens qu'elle mène à la dépossession des attributions syndicales. Cela fait peut-être l'affaire de certains dirigeants communistes qui ont toujours sous-estimé la portée de l'action syndicale, mais il est pour le moins paradoxal de voir des chefs syndicaux s'efforcer de châtrer eux-mêmes les groupements vitaux du prolétariat au profit des chimères d'un jour.

LES GREVES

A part quelques trop rares exceptions, si l'on prend une à une les grèves dirigées par la C.G.T.U. ou par ses syndicats de base depuis le Congrès de Paris, on aboutit à un bilan désastreux. Nous ne parlons pas uniquement des grèves politisées à outrance, mais aussi des grèves menées sans trop d'exagérations ou d'inconséquences.

Parmi les grèves perdues, nous citerons depuis le début de l'année : cousettes des Galeries Lafayettes, matériel téléphonique R.P.; Belfort, Morez, textiles de Baranton et Moirans, dockers-charbonniers et corderies du Havre, métallurgie Paris-Ivry et Saintage, Tarbes, Emeri de Bobigny, coupeurs de poils de Limoges, scieurs d'Hermes, bâtiment et périmètre de Paris, verriers d'Aniche, filature de Loos, produits chimiques Marcq-en-Bareul, métaux Trith-Saint-Léger, lamineurs de Toulouse, bâtiment de Reims, livre de Troyes, tramways d'Oran, blanchisserie de Boulogne, bâtiment de Toulouse et d'Agen, métaux de Brignoud et Clermont-Ferrand, scieries de Paris, charpentiers en fer de Suresnes, mineurs de la Loire, potasses d'Alsace, textile de Caudry, céramistes du Cher, métaux du Boucau, mineurs du Gard, bâtiment de Lorient, Chenard et Walker de Paris, chauffeurs et charretiers de Carcassonne, petits cheminots du Jura, métallurgistes de Denain, papetiers de Vougy, stucateurs de Paris, carriers de Perthois, produits chimiques de Landerneau, dockers de Caen, etc.

Quand on est révolutionnaire, on doit avoir le courage d'écouter la leçon des faits. Or, la leçon sévère qui se dégage de ce funèbre bilan, la Commission Centrale des grèves de la C.G.T.U. n'a pas le courage de la tirer. Ce n'est pas qu'il soit impossible de trouver de bonnes choses dans ses conclusions, mais il est visible :

a) Que la direction confédérale rejette systématiquement les responsabilités sur la base ou sur les directions fédérales opposantes et s'abrite en général derrière la trahison des chefs confédérés.

b) Qu'elle sous-estime énormément la puissance de l'organisation patronale et l'appui que lui apportent les Pouvoirs publics et la presse bourgeoise.

LA RADICALISATION DES MASSES

Le nombre et la violence des grèves seraient toujours à en croire les chefs de la C.G.T.U., la principale preuve de la radicalisation et même de l'essor révolutionnaire des masses. Sans doute, ils le disent moins qu'avant, mais ils le disent encore.

L'O. U. s'est déjà expliquée longuement sur ce point. Elle tient cependant à faire remarquer que la notion de radicalisation présente ceci de commun avec d'autres expressions lancées par l'I.C. et l'I.S.R. qu'elle donne lieu aux acceptions les plus diverses, qu'on lui fait dire tout ce que l'on veut. L'O.U., du reste, affirme que la radicalisation peut se manifester aussi bien dans le sens du fascisme que dans le sens du communisme et que par suite la radicalisation peut mener tout autant à un essor réactionnaire qu'à un essor révolutionnaire des masses. Pour qu'il y ait un essor révolutionnaire, il faudrait que les courants de mécontentement qui se manifestent sur certains points fussent canalisés par l'I.C. et l'I.S.R. Or, c'est le contraire qui se produit. Pour la France, en tout cas, on ne saurait parler ni de radicalisation, ni à plus forte raison d'essor révolutionnaire des masses quand on voit la baisse et le peu d'influence des organisations révolutionnaires, quand on assiste au développement de la presse et des organisations social-démocrates, quand on sait que la C.G.T.U. et le P.C. sont devenus incapables de faire une manifestation dans la capitale et de susciter ce mouvement populaire nécessaire pour enfoncer les portes des prisons.

Mais c'est sur le terrain des grèves où ils portent la discussion qu'il faut suivre les chefs de la C.G.T.U. pour les confondre. Toute l'année 1929, ils ont répété sans cesse que le processus de radicalisation et l'essor révolutionnaire se dessinaient à travers les grèves. En avril 1930 le nombre des grèves tombant de 172 en mars à 142, ils s'en tirèrent en affirmant leur « caractère de bataille ». En mai, le nombre des grèves tombant à 135 avec 36.000 grévistes, c'est-à-dire moitié moins qu'en mai 1929, ils s'en tirèrent en soulignant la « recrudescence de la combativité ouvrière » et des grèves de solidarité. En juin, le nombre des grèves tombe à 102, ils parlent surtout au futur : « L'émotion gronde », « les grandes batailles ne font que commencer ». En juillet, du fait de l'application de la loi des A. S., série de grèves importantes dans la R.P., le Nord, la Basse-Seine, l'Aube; mouvement d'importance, mais il ne prend pas généralement le caractère de lutte contre le principe des A.S. que lui donnent les chefs unitaires et ce sont les chefs confédérés qui le plus souvent le canalisent. En août, au moment même où le gros des grévistes du Nord rentre, les chefs unitaires parlent de « revanche d'octobre » et de « l'inéluctabilité de nouvelles grandes batailles ».

Septembre est le mois où des grèves continuent dans le Nord. Ailleurs, 34 grèves surgissent seulement avec 10.800 grévistes. C'est l'époque où Monmousseau parle d'une « radicalisation et combativité toujours accrue », où Franchon annonce « les grandes luttes qui viennent ».

En octobre 65 grèves, seulement 12.600 grévistes. Monmousseau pour gonfler sa statistique s'empresse d'allgner les 300.000 mineurs qui sur l'initiative des confédérés ont déserté les puits 24 heures comme maintes fois dans le passé. En novembre 47 grèves en tout, avec 12.480 grévistes dont 29 grèves débutant dans le mois avec 8.140 grévistes seulement. En décembre, nombre de grèves dérisoire jusqu'à ce jour. Le processus de radicalisation par les grèves s'avère décidément aussi inexistant que celui par les élections si l'on tient compte que dans la dernière élection législative où le P.C. a présenté un candidat, celui-ci a recueilli un peu plus de la moitié des voix qu'il avait eues auparavant, cependant que le S.F.I.O. augmentait ses voix de plus de la moitié, et que dans les dernières élections au C.S. des chemins de fer, la Fédération unitaire a perdu 40.215 voix, cependant que les confédérés gagnaient 12.520 voix.

L'ORGANISATION DES CHOMEURS

Etant donné l'ampleur, la persistance, l'extension du chômage — véritable talon d'Achille de l'impérialisme — étant donné l'exploitation démagogique à laquelle il donne lieu de la part des diverses formes du fascisme, la plus grande attention des militants ouvriers doit être portée de ce côté. C'est surtout présentement pour nos camarades d'Angleterre, d'Amérique, d'Allemagne et d'Autriche où le chômage est une réalité douloureuse et terrible que la canalisation révolutionnaire du mécontentement des chômeurs et leur organisation en un bloc puissant s'impose.

Comment y parvenir ? Il faut bien reconnaître que les syndicats adhérents à l'I. S. R. n'ont encore trouvé ni la méthode efficace pour aborder la masse des chômeurs ni les modalités de groupement susceptibles d'encadrer et d'entraîner cette masse.

Le dernier Congrès de l'I.S.R. ne nous apporte sur ce point aucune suggestion intéressante.

Afin de ne point passer, une fois de plus, à côté d'un état de chômage étendu sans pouvoir faire sa trouée, la C.G.T.U., dans sa réunion du 15 décembre, a adopté une résolution comportant le rassemblement des chômeurs sur la base locale et la constitution de chômeurs par industries en liaison avec les syndiqués de la même industrie non chômeurs.

Nous approuvons cette initiative et engageons nos militants à la seconder.

M. O. E.

Il y a en France trois millions d'ouvriers étrangers qui occupent une place prépondérante dans les produits chimiques, les mines de fer, les hauts fourneaux, importante dans le Bâtiment, les Houillères et le Vêtement, en même temps que dans des régions comme la Méditerranée, l'Est, le Nord, Lyon. Sans leur participation, il ne faut pas escompter de succès dans toute lutte qui prend de l'envergure. A juste titre, ces ouvriers ont déjà fixé l'attention des congrès nationaux et internationaux. Mais la C.G.T.U. et l'I.S.R. sont obligées de constater que les mesures d'organisation tracées jusqu'ici sont restées la plupart du temps lettre morte. Pourquoi ? Parce que ces mesures ont toujours été envisagées d'une façon bureaucratique et sous l'angle uniquement communiste. La politisation et le carriérisme ont sévi ici encore. Il y a eu et il y a des abus criants et le scandale a trop duré de voir des fonctionnaires syndicaux soi-disant « spécialisés » depuis plusieurs années qui ne se sont même pas donnés la peine d'apprendre une langue. Nos journaux en langue étrangère atteignent au maximum 20.000 travailleurs immigrés, ce qui est dérisoire. Ils ne vivent que de subventions. Leur contenu, d'une faiblesse extrême au point de vue syndical est peu apte à intéresser la M.O.E. On n'a pas su non plus intéresser des syndicats à la propagande auprès de la M.O.E.

Pour l'application réelle des résolutions du Congrès et pour extirper le chancre bureaucratique qui ronge cette branche de l'activité syndicale, il ne faut se faire aucune illusion. Rien à attendre de la direction confédérale actuelle. Il faut aller à la source du mal : c'est toute la question d'orientation qui est en jeu. Toutefois, l'O.U. demande à ses militants de rallier à la C.G.T.U. le maximum d'immigrés et de diffuser plus amplement la presse étrangère. Elle invite d'une façon pressante les syndicats de l'Enseignement à faire organiser par leurs membres des cours de langue française aux militants immigrés et à établir un plan de diffusion de la presse étrangère afin d'atteindre la M. O. E. jusque dans les plus petites communes. L'O.U. attend aussi de ses membres immigrés la mise au point du programme de revendications dressé par le dernier Congrès confédéral.

(*A suivre.*)

Parti-Jeunesses-Ligue

Quand un Sémard « s'indigne »

Lire Semard n'est guère émoustillant. Mais quand cet auteur traite de « malhonnêteté politique » on doit avidement le lire, car le bonhomme s'y connaît ! C'est ainsi que dans un récent numéro des *Cahiers*, à l'aide de citations « honnêtement » séparées du texte, Semard entend démontrer que les « trotskystes » qui ont durant la campagne St Victor « développé une grande activité politique » ne se sont approchés du Parti que pour lui tordre le cou.

Aller chez les adversaires du Parti défendre le communisme, y recevoir coude à coude avec les membres du Parti maints horions, aller dans les réunions du Parti appeler les ouvriers en rassemblement autour du P. C., à rejoindre ses rangs et ceux de la C. G. T. U. ; sans masquer aucun désaccord, en démontrant que ces désaccords tendent non à la liquidation, mais au renforcement du Parti.

C'est là, pour cette épaisse mâchoire une machiavélique combinaison !

Publier un tract ainsi rédigé :

« *Aux adversaires du communisme, qui se frottent les mains en nous croyant divisés, nous crions encore une fois :*

Contre la bourgeoisie et ses alliés, les communistes seront toujours unis, nos seules divergences existent quant aux moyens de les abattre ! »,

— c'est cacher son drapeau !

La vérité est tout autre, et les centaines d'ouvriers communistes qui, à Saint-Victor, à Chaligny, dans le 15e, puis hier à Saint-Ouen, ont applaudi nos camarades, ne s'y tromperaient pas (s'ils lisaient les *Cahiers* !). Notre conclusion : « Notre Parti est menacé ; rassemblement à gauche, unité avec sa gauche », ces communistes en sentent fort bien le besoin impérieux et l'assiduité de Semard à confectionner des citations sera bien impuissante à leur démontrer notre malhonnêteté.

Mais le zèle de Semard a une tout autre cause que son indignation tardive ; à une de ces réunions, Semard après une intervention fut bien penaud, il eut souhaité que l'orateur oppositionnel ne le fut qu'ainsi que ces bureaucrates entendent nous définir. Les applaudissements ouvriers pour notre camarade ont décontenancé Semard ; il répliqua faiblement, se laissant aller à cette confidence : « *Nous savons que les trotskystes ne sont pas des ennemis du P.C. Trotsky fut l'organisateur de l'armée rouge victorieuse* », puis un refrain sur la discipline qui eut peu d'écho !

Ce recul dans « la lutte idéologique » fut apprécié sévèrement par les sommets, d'où cet assaisonnement de citations dans les *Cahiers*.

L'incident n'a pas d'autre valeur. Les oppositionnels resteront les premiers défenseurs de l'I. C., et tous les Semard en nous excluant ne nous feront pas perdre le contact avec notre Parti. Il est fort regrettable, pour la bureaucratie condamnée, que nous développions notre programme, mais nos camarades du Parti comprendront fort bien qu'il n'a rien de commun avec celui que tous les Semard souhaiteraient que l'on ait... pour assurer leur immunité.

Quant à ce « drapeau que nous cachons », nous n'en avons pas d'autre que celui de l'I.C.

Semard a toutefois une circonstance... atténuante, il ne peut comprendre qu'on reste fidèle à son Parti en en étant exclu; évidemment, il voudrait nous mesurer à son aune... qui est aussi celle de Garchery. R.

Un numéro spécial de LA VERITE, pour la journée du 25 février, paraîtra le 24 février.

Ce numéro contiendra : La Vérité des Jeunes : pour le 13e Anniversaire de l'Armée Rouge.

LE PARTI FACE A LA CRISE

I. LA CRISE ECONOMIQUE

Le monde capitaliste est actuellement secoué par une crise économique telle que son histoire n'en a jamais connu de semblable. Des stocks fabuleux sont accumulés, cherchant des acheteurs ; la production a baissé dans une mesure considérable, des millions d'ouvriers sont réduits au chômage et à la misère. Par certains de ses caractères cette crise de surproduction diffère des crises classiques d'avant-guerre et se rattache à une dépression permanente, à une mauvaise conjoncture chronique, à une instabilité de toute la vie économique dont elle n'est que le prolongement aggravé et qualitativement modifié. Avant la guerre, le début des crises marquait dans le cycle de la production capitaliste le point maximum de l'essor économique exprimé par l'indice général des prix. Une chute brusque se produisait, marquée par un avilissement des prix, lorsque les éléments C, V, du produit total, c'est à dire les éléments constitutifs du prix de revient, matières premières et salaires, continuaient leur ascension. On aboutissait ainsi à un rétrécissement de la marge des bénéfices ce qui favorisait la résorption normale de la crise en permettant, d'une part un certain écoulement des stocks et en purgeant d'autre part le corps économique des éléments non résistants, en éliminant les entreprises petites et faibles dont la baisse des prix entrainait la faillite. Or la crise actuelle a suivi une marche directement opposée ; la baisse du prix des matières premières a marqué le début de la depression lorsque l'indice général se maintenait ou continuait à monter ; aujourd'hui, encore la contradiction persiste sous une autre forme ; le mouvement des prix de détail ne suit pas le mouvement des prix de gros ; les premiers tiennent la cote ou accusent une hausse (comme c'est le cas en France) lorsque les seconds dégringolent d'une façon caractéristique.

Les Etats capitalistes dans l'ensemble n'ont pas connu d'essor économique mais une dépression permanente qui les frappait tour à tour, se déplaçant d'un pays à l'autre. L'Allemagne, avec l'appareil de production le plus perfectionné et le plus rationnel aménagement du travail humain, végète, secouée de convulsions continuelles, depuis la guerre ; le capitaliste yankee,en dépit de son vaste marché intérieur n'a connu qu'une brève période de prospérité (27-29) et a dû sans cesse avoir recours aux débouchés mondiaux, sans d'ailleurs jamais parvenir à réaliser plus de 20 % de ses réelles possibilités d'exportation ; l'Angleterre, dépourvue de tarif douanier, aux prises avec des concurrents nouveaux, dotée d'un appareil de production massif, mais **archaïque** (è proprement parler rappelant plus la période manufacturière que l'industrie moderne, handicapée par son retard dans les procédés de rationalisation, baigne sans interruption, depuis 13 ans, dans un marasme complet ; seule la France a bénéficié d'un essor véritable et relativement long, basé sur un équilibre instable du marché intérieur et sur une large exportation.

La crise a débuté dans la sphère de production des matières premières bien avant le krack de New-York ; des stocks énormes se sont constitués dès 1925 augmentant chaque année démesurément ; les grands cartels de ces branches d'industrie ont senti le vent désorganisateur de la panique souffler en tempête sur leurs têtes au moment même où les bourgeois des deux continents célébraient les bienfaits d'une immuable prospérité. Dans l'agriculture on observe dès 25-26 un certain malaise; les nouvelles exploitations de type capitaliste évolué du Canada et des pays sud-américains, nées de la guerre, travaillent pour un marché de plus en plus saturé ; les bonnes récoltes de 29-30 déclanchent la crise dans tous les domaines de la production agricole, ralentissant la consommation des masses paysannes et aggravant ainsi la crise industrielle.

∴

De toute l'analyse de l'économie capitaliste depuis la guerre, il ressort avec évidence qu'un marasme profond, des convulsions continuelles, une instabilité et une insécurité générales sont les éléments dominants de la nouvelle époque. La guerre a été la première manifestation de l'impérialisme ; elle a exprimé le moment où la libre conquête des régions non capitalistes était terminée et où désormais le sort de ces régions ainsi que des parcelles non encore partagées se posait dans les luttes intestines au sein même du capitalisme, lorsque les explosions de l'expansion capitaliste se reportaient de la périphérie coloniale dans les métropoles. Mais la guerre a rendu encore plus insoluble le problème qu'elle devait résoudre ; si elle a agrandi les débouchés de certains de ses participants, elle n'a pas augmenté la somme des débouchés pour l'impérialisme dans son ensemble; par contre, elle a permis le développement des forces de production des pays neutres, elle a créé une quantité de petits Etats industriels et leur a accordé l'autonomie douanière. Le résultat final si l'on fait intervenir aussi la fermeture du marché russe et la dégradation du marché chinois, est un rétrecissement des débouchés en face d'une croissance absolue de la capacité de production et du développement mondial de la construction industrielle. Pris dans cette contradiction, le capitalisme n'a pu connaître de véritable essor économique et depuis douze ans, il ne fait que se débattre (inégalement selon les pays) dans les spasmes qui précèdent l'agonie, au milieu de troubles, perturbations révolutionnaires. Toute l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre, faite de chutes et de rechutes continuelles, de crises sociales sans précédent, de changements brusques de la conjoncture, et qui dénote une instabilité permanente du régime capitaliste et du pouvoir bourgeois, est l'esquisse première du tableau général que nous offriront demain l'Europe, après demain les Etats-Unis.

Les conflagrations inter-impérialistes sont intimement liées au caractère de l'époque actuelle ; elles en expriment en quelque sorte le sommet et groupent en un faisceau unique tous les éléments de la politique impérialiste. Dans cette période plus nettement encore qu'aux temps florissants du capitalisme, la lutte armée se présente comme le prolongement de la lutte économique, comme sa conclusion historique, enfin comme le seul moyen pour chaque Etat capitaliste en particulier de trancher pour un moment le problème des débouchés. Le dumping, l'exportation des capitaux, la rationalisation, convergent vers la guerre, aussi sûrement que les fleuves vont se jeter dans la mer. La crise terrible qui sévit actuellement dans le monde pose avec une acuité accrue le problème des marchés. Chaque pays capitaliste dont la production baisse et dont les revenus diminuent, chaque pays qui doit pratiquer une offensive exaspérée contre ses concurrents pour ne pas sombrer, ressent avec une force décuplée la contradiction entre ses formes de production et les insuffisantes ressources du marché. La crise s'exprime pour lui dans le dilemne suivant : « des débouchés ou la ruine » et le pousse irrésistiblement dans la voie de la guerre. Mais, par la logique interne du développement économique, cette crise signifie aussi l'impossibilité de se lancer sur le moment même dans une aventure. En diminuant considérablement le revenu national, en compromettant les conditions de l'accumulation, en entrainant des pertes budgétaires énormes, elle détruit la base technique indispensable de tout conflit. Le cas de l'Allemagne et de l'Italie est très significatif à cet égard ; ces puissances expérimentent dans les faits leur non-viabilité dans les limites du traité de Versailles et placent tout leur espoir dans un nouveau partage du monde; mais leur propre chaos résoud leurs ambitions à de simples demandes d'emprunt à leurs adversaires. A ce sujet, il faut souligner que les charges du militarisme, en période de crise, grèvent lourdement le budget et font peser sur les masses une oppression économique accrue. La résorption de la crise (si une solution révolutionnaire n'intervient pas) laissera subsister les problèmes essentiels de l'accumulation, tout en supprimant les entraves qui s'opposent à leur solution guerrière. Dans ce sens, une reprise des affaires ne signifierait pas une atténuation mais bien une aggravation des dangers pour le prolétariat et poserait au Parti des tâches immenses.

∴

La crise actuelle, beaucoup plus profonde et vaste que les précédentes, dont on ne saurait prévoir la fin, offre déjà des perspectives révolutionnaires immenses qui peuvent encore s'élargir considérablement dans l'avenir le plus rapproché. Ces premières manifestations caractérisées par la baisse des prix des matières premières et la crise agricole, ont pesé lourdement sur le monde colonial, et engendré des perturbations grandioses (Inde, Indochine, Formose, etc.) qui se développent en largeur et en profondeur ; les pays arriérés et semi-coloniaux tels que le Brésil, Cuba, etc., sont la proie de troubles politiques incessants ; l'Espagne monarchique, féodale-bourgeoise est balayée par une vague révolutionnaire comme elle n'en a jamais connu au cours de l'histoire.

Dans ce concert, la France marque indubitablement une fausse note.. Ayant connu une longue période d'essor, à la faveur de laquelle elle est devenue un grand pays industriel, elle est aussi, dans une mesure beaucoup plus faible, la dernière à sentir les effets de la crise jusqu'en septembre-octobre 1930, le capitalisme français a pu conserver l'espoir que les lourds nuages qui obscurcissaient la planète ne passeraient pas dans son ciel ; ses gouvernants purent lancer de grandiloquents appels à la confiance et se dispenser de peindre les « diables bancaires » sur le mur. Aujourd'hui, les diables existent non plus seulement en peinture, mais en chair et en os, et menacent de dévorer les profits de la grande industrie. La crise s'est installée avec toute sa cour de misère au cœur des principales branches d'industrie ; le chômage a fait son apparition, la production baisse ; le déficit de la balance commerciale s'élargit, le cortège des faillites s'ébranle, les valeurs boursières se dégonflent,des établissements financiers réputés solides s'écroulent avec pertes et fracas, le transit des chemins de fer accuse un déficit de près de 2 milliards. Toutefois, dans la crise comme dans l'essor, la bourgeoisie française se trouve favorisée ; le malaise se développe graduellement, sans chute très brusque, et il n'atteint pas le même degré d'ampleur que dans les autres pays. D'une construction industrielle moins développée, et par conséquent moins résistante, le capitalisme français, par un phénomène en apparence paradoxal, tire de serieux avantages.

Handicapée sur le marché mondial par ses prix de revient plus élevés, l'industrie dispose par contre d'un assez large marché intérieur, bien protégé, et de nombreuses possessions coloniales qui lui offrent des débouchés, sinon satisfaisants, du moins assez vastes par rapport au volume de sa production. Mais il serait absurde d'en induire que les possibilités d'aggravation de la crise sont de ce fait exclues; les chutes catastrophiques de la production et des prix dans les autres pays entraînent par contre-coup un ralentissement de l'activité industrielle et engendrent les mêmes effets en France. La conjoncture nationale est intimement liée à la conjoncture internationale et subit avec un décalage plus ou moins grand, toutes ses variations. La crise qui ne fait que débuter en France peut rapidement s'élargir et se transformer sous l'influence de la lutte de classes en une véritable crise générale, en une crise du régime qui ouvre les plus grandes perspectives au prolétariat. Autant il est inepte de crier par avance à la catastrophe et de « manger le repas du lendemain », autant il est absurde d'exclure « a priori » toute possibilité sérieuse pour un avenir rapproché et de s'endormir, dans le sceptisisme.

II. LES TACHES COMMUNISTES

Le prolétariat se trouve en face de la crise économique dans une position matérielle critique. Les salaires qui, durant la bonne conjoncture marquent ordinairement une certaine ascension se trouvent d'abord coincés par la crise, puis commencent à baisser. C'est une tendance générale de la bourgeoisie de se décharger du fardeau encombrant des crises en le rejetant sur les épaules de la classe ouvrière, et, par une baisse générale des salaires, parallèle à la chute des prix, de sauver la plus grande partie possible du profit et d'éviter un trop grand rétrécissement de la marche des bénéfices. De la même façon, l'Etat tente de se débarrasser de la politique sociale qui, si maigre soit-elle, grève le budget à un moment où les impôts rentrent mal,et où toutes les ressources doivent être consacrées à un redressement de l'industrie nationale. Une offensive à boulets rouges est alors dirigée contre les conditions de vie des travailleurs,les plaçant,qu'on le veuille ou non dans une position de défense et de sauvegarde de leur niveau de vie. De même un grand effort est tenté par le gouvernement pour museler les organisations ouvrières et paralyser leur action dans les masses. Ce dernier point est peut-être le plus important car il engage le rôle politique du prolétariat dans l'ensemble de la crise, freine sa solution révolutionnaire. Devant une crise de quelque ampleur l'action économique et syndicale perd toute valeur si elle ne se double pas d'une action politique dominante. En effet,l'état de la conjoncture ne permettant aux capitalistes de faire des concessions même minimes aux ouvriers, les revendications de ces derniers ne peuvent trouver de solution dans le cadre du régime et par la seule action économique ; pour aboutir, elles doivent emprunter la voie politique, c'est-à-dire poser comme condition préalable « sine qua non », le renversement du régime. L'idée que le prolétariat peut faire supporter à la bourgeoisie tout le poids de la crise, qu'il peut obtenir des augmentations de salaires et de larges subventions pour les chômeurs, économiquement parlant, est une aussi grande absurdité que de vouloir reporter sur les capitalistes les misères du capitalisme et faire bénéficier les ouvriers de ses avantages. Tout le sens de la crise réside précisément dans la plus noire misère pour les masses et dans l'impossibilité de sortir de cette misère sans briser les rapports de propriété existants, ce qui n'est possible que par la voie politique. Tout le sens de la politique prolétarienne réside dans l'exploitation révolutionnaire de la crise, dans sa transformation en crise générale du système capitaliste. Comment organiser cette politique ? Comment grouper les masses ouvrières et les mener à l'assaut du régime ? Tel est, posé dans ses termes généraux, le problème de l'heure présente.

∴

Devant l'offensive patronale qui débute et qui s'aggravera au fur et à mesure de l'approfondissement de la crise, la tâche du parti et des syndicats révolutionnaires (là où ces derniers existent) doit être d'organiser le réflexe de défense des ouvriers, de les mobiliser sur la base de la sauvegarde de leur niveau de vie, de les opposer en bloc à la bourgeoisie. Cela signifie essentiellement une lutte acharnée contre la social-démocratie et le réformisme, menée au moyen de la désillusion systématique des masses par une juste politique de Front Unique. La situation économique actuelle offre un terrain particulièrement favorable à la lutte contre le social-impérialisme ; si la social-démocratie aux premiers instants de la crise peut pratiquer (et pratiquera) une politique de gauche pseudo-prolétarienne, par contre, dans le développement ultérieur lorsque la réaction du prolétariat deviendra menaçante pour le pouvoir bourgeois, elle se révélera complètement intégrée à la politique la plus réactionnaire et s'opposera irréductiblement à la vague montante de la lutte de classe. C'est la tâche du Parti d'accélérer ce processus et par des mots d'ordre hardis et qui servent l'intérêt des masses d'acculer les réformistes au pied du mur, de leur arracher leur masque. Politique défensive ne signifie pas une atténuation de la lutte de classes mais son renforcement et le début la première étape stratégique du processus de l'action révolutionnaire qui amène le prolétariat au pouvoir. Certains de nos camarades (Ferocdi, Naville) nous semblent faussement interpréter la chose lorsqu'ils disent que la distinction entre offensive et défensive est purement scolastique. En fait la défensive et l'offensive sont deux stades de la stratégie révolutionnaire qui s'interpénètrent et empiètent l'un sur l'autre ; au point de vue du degré et de l'ampleur matériels de la lutte, ils sont presque identiques (le prolétariat se bat avec autant d'ardeur contre le fascisme que pour la révolution) ; ce qui les distingue c'est le rapport des forces respectives entre les deux classes politiquement indépendantes de la société et le contenu des mots d'ordre mis en avant : ainsi la revendication du maintien de la journée de 8 heures marque un stade défensif lorsque le mot d'ordre du contrôle ouvrier de la production, préface à l'occupation des usines, exprime une irrésistible poussée en avant (3e Congrès de l'I. C.). La défensive est la riposte (violente, acharnée), du prolétariat à l'offensive patronale ; plus justement c'est le groupement général des forces ouvrières en vue de l'assaut ultérieur ; l'offensive est l'attaque contre l'ensemble du régime bourgeois, l'assaut en vue de la lutte décisive effectuée sous le drapeau des mots d'ordre politiques permanents et généraux du Parti : mots d'ordre qui sont essentiellement caractérisée par la résorption en eux-mêmes des revendications économiques particulières et transitoires. L'une et l'autre formes de lutte (offensive et défensive) se présentent comme une partie intégrante d'un même processus dialectique : **l'action révolutionnaire pour le renversement de l'impérialisme.** Ainsi la lutte défensive du prolétariat allemand contre le fascime créera et mettra à l'ordre du jour la prise du pouvoir.

Dans le cadre de ce début de crise,pour qu'une politique « défensive » soit réellement efficace, elle doit s'étendre à tous les domaines de la lutte des classes et s'exercer directement sur le terrain politique. La conception étriquée, étroite, opportuniste de la résistance à l'offensive patronale, pratiquée uniquement sur la base économique ne peut conduire qu'à des déboires, à la perte des perspectives révolutionnaires. **à la mésestimation du rôle essentiel du prolétariat dans la crise.** Une telle politique n'est que la caricature de la véritable défense révolutionnaire des intérêts ouvriers, qui, elle s'exerce avec autant d'ardeur sur le terrain politique que sur le terrain économique. Le Parti doit mettre en avant des mots d'ordre politiques adantés à la situation et clairement compréhensibles pour les ouvriers : la lutte contre la repression et pour l'obtention des libertés politiques, le soutien de la révolution coloniale (indochinoise), le mot d'ordre de collaboration économique avec l'U.R.S.S. fournissent d'excellents prétextes pour de larges campagnes d'agitation dans les masses. Menées parallèlement à la lutte pour le maintien des salaires et pour les indemnités de chômage, elles préparent le terrain pour une offensive révolutionnaire ultérieure.

(A suivre.) C. P. P.

A TOUS NOS CAMARADES

Un tirage spécial ayant été fait de la LETTRE OUVERTE AU PARTI, un certain nombre de camarades en recevront des exemplaires. Nous demandons à nos camarades de faire un effort particulier de diffusion. A nos amis, nous pouvons envoyer le nombre d'exemplaires dont ils nous feront la demande.

Les créateurs de l'armée rouge

On se souvient que lorsque fut célébré le 10e anniversaire de la fondation de l'Armée Rouge, ni l' « Huma », ni l' « Avant-Garde », ni la presse régionale de notre parti ne souffla mot de Trotsky, pourtant intimement mêlé au travail de mise sur pied de l'armée du prolétariat russe.

Nous pensions à l'époque : « Il est facile de faire le silence dans la presse. Mais il y a des documents photographiques et cinématographiques irréfutables. On ne pourra pas toujours prendre des « libertés » avec l'histoire ».

Eh bien, nous nous trompions !

A une soirée du groupe juif du P. C., nous avons vu projeter un film sur l'Armée Rouge. Un film « truqué ». Un film censuré. On vous y apprend qu'en dehors de Boudienny, Woroschilov et Rykov, il n'y a pas d'autre artisan du travail d'organisation de l'Armée Rouge.

Ne l'oubliez plus, maintenant !

Le plus lamentable, ce n'est pas la falsification : c'est la passivité avec laquelle les 500 assistants communistes ou sympathisants acceptaient ce bourrage de crâne d'un genre nouveau.

Heureusement quelques communistes de gauche présents dans la salle ont relevé l'imposture en criant bien haut le nom du compagnon de Lénine.

J. M.

Théâtre Prolétarien « Le Ciment »

« Le Ciment » joué pour la première fois dans la salle Lénine à la Bellevilloise, au bénéfice exclusif du journal l'*Humanité*, fut pour nos camarades artistes un véritable succès.

Monté et interprété par la *Phalange artistique* « le Ciment » représente un moyen de propagande révolutionnaire qui devra pénétrer les couches profondes de la classe ouvrière.

Le chef-d'œuvre de l'écrivain prolétarien Fédor Gladkov représente non pas seulement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, mais aussi une réaction violente de la part du peuple contre la bureaucratie.

« Le Ciment », c'est l'évocation de toute la tragédie du peuple après la Révolution et la prise du pouvoir par les soviets, et c'est aussi la volonté inébranlable d'une classe voulant édifier un régime nouveau sur les ruines léguées par le capitalisme.

Gleb Tchoumalow, ouvrier serrurier, et commandant d'un régiment rouge, revient chez lui après s'être battu contre les troupes blanches soudoyées par l'Entente.

Sa femme Dacha, bolchévique ardente sera secrétaire d'une cellule locale.

Tchoumalov apprenant que l'usine qui aurait du faire vivre et travailler les ouvriers, n'est qu'un monceau de ruines, se mettra à l'ouvrage pour reconstruire et remettre en marche l'immense batisse industrielle. Nommé secrétaire de cellule, Tchoumalov sera aux prises avec la bureaucratie qui s'opposera systématiquement à la mise en marche de l'usine. Avec Tchoumalov et le camarade Badyne, président de l'exécutif des soviets nous assistons à des luttes passionnées où Badyne profitant de son autorité se fera l'ardent défenseur des bureaucrates qui, ne comprenant pas les aspirations révolutionnaires du peuple, deviendront les saboteurs de la révolution.

Dacha, femme de Tchoumalov, militante révolutionnaire persécutée et torturée par les blancs, symbolise les héroïques lutteurs qui ont succombé sous les coups et les tortures des gardes blancs.

Dacha c'est aussi l'évocation de l'effroyable détresse subie par le prolétariat russe en 1921.

Décimé par la famine et la maladie, ayant à combattre contre les bandes de mercenaires, c'est l'histoire de tout un peuple qui lutte jusqu'au désespoir pour le triomphe de la révolution.

Nous devons signaler le rôle de Jitky, militant d'extrême gauche au sein de la cellule ; tourné vers les représentants de l'appareil administratif, il s'écriera avec force : « Nous les vrais révolutionnaires du premier jour, sommes roulés par une bande noire » et plus loin, s'adressant au président du Conseil de l'Economie : « Et toi le camarade Shramm, vous en êtes les sangsues: Nous sommes dans un tourbillon et des souffrances terribles nous attendent, pires que la guerre civile et la famine ! Le petit bourgeois sort de son trou et derrière les formules de l'héroïsme bolchévique, se vautre confortablement dans le luxe des nouveaux bazars. Et non content de le laisser faire, vous faites comme lui. »

Cette phrase capitale dite avec fermeté n'est-elle pas le sursaut de révolte des militants de la base s'élevant contre le danger que représente l'appareil bureaucratique, qui de concession en concession favorise le retour de la petite bourgeoisie en Russie.

Polia, jeune révolutionnaire; Serge, l'intellectuel ; Savtchouck, mécanicien à l'usine, etc..., tous ont tenu leurs rôles avec un sens et un esprit de classe qui permet d'espérer la réalisation future d'un théâtre vraiment prolétarien.

Si « Le Ciment » représente le peuple des usines luttant pied à pied contre le bureaucratisme d'Etat contre les koulaks et contre les saboteurs qui pullulent au sein même de l'appareil administratif des soviets, il est aussi la justification éclatante de ce qui a toujours été dénoncé par les militants de l'opposition de gauche.

Le bureaucratisme d'Etat, cette plaie sociale qui ronge le mouvement révolutionnaire, doit être combattu par tous les membres du Parti et en particulier par l'opposition de gauche.

En allant applaudir « Le Ciment » nos camarades démontreront qu'ils entendent lutter contre la dictature de l'appareil Stalinien qui emprisonne et exile les premiers lutteurs de la révolution d'octobre.

Georges BRIARD.

LES LIVRES

ADEN ARABIE, par **Paul Nizan** (Rieder).

Ce petit livre d'un universitaire retrace un effort de libération (?) intellectuel hors de la classe bourgeoise à la faveur d'un voyage en Arabie. Avec lui, l'éditeur inaugure une collection intitulée « Europe ».

Cette « confession » ne sort pas d'un genre très répandu dans l'après-guerre, celui des confidences personnelles. Dans le cas de M. Nizan, elles manquent singulièrement d'intérêt, d'autant plus qu'il n'est servi par aucune qualité littéraire particulière. Comme dit l'auteur à la fin d'un de ses chapitres : « Il n'y a pas de quoi être fier ».

UNE JEUNE CHINOISE A L'ARMEE REVOLUTIONNAIRE, par **Pin Yin** (Ed. Valois).

Voilà un excellent petit volume, plein de fraîcheur, plein d'impressions nouvelles, excessivement intéressantes. C'est en somme un recueil de lettres adressées par une jeune fille révolutionnaire engagée en 1927 dans les services politiques de l'armée du Kuomintang. Ses sympathies penchent visiblement pour le communisme. Elle s'enthousiasme pour la révolution sociale, pour les soulèvements ouvriers et paysans pour « cet hymne puissant qui est l'*Internationale* ».

Le livre est plein de notations fines et enthousiastes sur l'ardeur révolutionnaire des masses. Ecoutez : « *Les paysans ne manifestent aucune pitié pour les hobereaux les vils bourgeois et les landlords. Les battre jusqu'à la mort les fusiller* ». *Chaque jour on entend des cris de mort et des coups de fusil et de canon. Rien que dans notre petit village on a exécuté 8 ou 9 canailles de hobereaux. Quelle joie ! Ces pauvres paysans, autrefois, tant exploités et dépouillés par ces canailles, rient aujourd'hui aux éclats devant leurs cadavres,* » *etc..*

Pin Yin a participé à la révolution dans les campagnes. Son témoignage est pour nous tout à fait précieux. Il apporte de nouveaux faits à l'appui de notre position. Il souligne encore le caractère criminel de l'étouffement du mouvement au profit de la bourgeoisie de gauche. Pin Yin elle-même, après avoir donné quelques vues sur l'élan magnifique des masses écrit : « Ceux que nous voulions renverser à cette époque, sont devenus des commandants en chef et ceux que nous reconnaissions comme sacrés ont été passés par les armes ou sont aux chaînes et passent leur vie dans les noires prisons ». Elle fait allusion ainsi à la réaction du Kuomintang déchaîné par Tchang-Kai-Chek. Cette réaction, qu'elle ne pouvait prévoir,mais que notre Internationale aurait dû prévenir.

N.

PARADIS AMERICAIN, par **Egon Erwin Kisch** (Les Revues).

Encore un livre sur l'Amérique.

Les piles d'ouvrages qui veulent nous la décrire semblent déjà dépasser en hauteur tous les gratte-ciel de New-York et de Chicago. Et pourtant l'Amérique, jusqu'ici proie facile des voyageurs hâtifs qui nous livrent leurs impressions touristiques et des économistes distingués qui nous abasourdissent avec des chiffres astronomiques ne nous est pas plus connue qu'auparavant.

Sous un nom d'emprunt, Egon Erwin Kirsch a vécu plus d'un an en Amérique. Il y a voyagé, il a rencontré ce qu'il fallait rencontrer,il a tâché de voir ce qu'on cachait; mais surtout on peut dire qu'il y a *vécu*.

Et Egon Erwin Kirsch sait fort bien raconter sa vie aux Etats-Unis. Il a su rendre ce spectacle étonnant d'hommes durs, à l'âme candide, créant par leur masse, et avec la meilleure volonté du monde, une tyrannie sans exemple; il a su montrer comment cette société qui se croit libre et morale étouffe toute individualité et inflige à chacun une place étroite d'homme... ou de femme standardisés. C'est le visage des maîtres du monde, avec leurs ruses encore fraîches, leur force brutale, leur naïf optimisme.

Visions d'une sensibilité aiguë, où, derrière l'ironie et le rire, se dessine une personnalité humaine vibrante et révoltée contre l'immense machine de ce capital américain qui, après avoir écrasé toute liberté chez lui, se prépare à écraser l'univers entier. H.

LISEZ "L'ANTI-STALINE" par L. Trotsky

(En vente à "la Vérité" avec une remise de 10 0/0)

Livres reçus

Grasset : Sœur Hortensia, Henri Duvernois. Lettres de Sacco et Vanzetti. A quoi rêve le monde, A. Fabre-Luce.

Denoël et Steele : Romanciers américains (recueil).

Flammarion : Virilité, Tocaben.

Rieder : Aden-Arabie, Paul Nizan.

A. Conan Doyle : La Ville du Gouffre. Albin Michel, éditeur.

V. I. Lénine : La Maladie infantile du communisme. E.S.I.

D. Leblond-Zola : Emile Zola raconté par sa fille. Fasquelle, éditeur.

Gabriel Reuillard : Mœurs. Beaudinière, éd.

Emmanuel Bourcier : Demoiselles de magasin. Beaudinière, éd.

Marc A. Aldanov : Le Pont du Diable. Victor Attinger, éd.

Hippolyte Loiseau : Gœthe et la Provence. Victor Attinger, éd.

O. Piatnitsky : Souvenirs d'un Bolchevik. Bureau d'Editions.

JIDEHER-ÉDITEUR-PARIS

Sensationnel :

CHARLES FRAVAL

HISTOIRE DE L'ARRIÈRE

Histoire des peuples durant la guerre

Celle que l'on n'a jamais osé écrire

350 pages, 30 illustrations de J. Bihr. Couverture deux couleurs, 15 francs. Toutes Librairies. Envoi immédiat franco recommandé contre 15 fr. aux Editions Jidéher, 1, rue Amiral-Roussin, Paris 15e. (Compte Postal : 596-09. Paris.)

VIENNENT DE PARAITRE

Vues et jugements sur la guerre

GASTON RIOU

Journal d'un simple soldat

15 fr. *Nouvelle édition avec une préface nouvelle de l'auteur et le texte intégral des pages censurées dans l'édition de 1917.*

Bibliothèque économique universelle

LUCIEN LAURAT

L'Economie Soviétique

18 fr. *Une analyse sur la nouvelle économie russe.*

Enquêtes

PIERRE DOMINIQUE

Oui, mais Moscou...

15 fr. *Le reportage le plus récent et le plus vrai sur la Russie soviétique.*

LOUIS ROUBAUD

VIET-NAM

LA TRAGÉDIE INDOCHINOISE

15 fr. *La vérité sur les récents événements d'Indochine.*

LIBRAIRIE VALOIS, 7, PLACE DU PANTHÉON, PARIS-Ve

Envoie ce jour même ton abonnement

VIENT DE PARAITRE

G. CHARENSOL

L'AFFAIRE DREYFUS ET LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Trente ans après le procès de Rennes, G. CHARENSOL a étudié les pièces, compulsé les collections de journaux, interrogé partisans et adversaires de Dreyfus. De ces travaux est sorti le livre le plus impartial, croyons-nous, qui ait été écrit sur ce sujet toujours brûlant

Un volume ..... 15 fr.

Contenant de nombreuses photographies

Catalogue général envoyé franco sur demande

Editions KRA

20, rue Henri-Regnault, Paris

OCCIDENT

Hippolyte LOISEAU

GŒTHE ET LA FRANCE

Éditions VICTOR ATTINGER

Journal exécuté par des ouvriers syndiqués.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE — PARIS-SEINE

Le Gérant : P. FRANK.
Imprimerie Centrale de la Bourse,
117, rue Réaumur, Paris.